

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022



Commercy Void Vaucouleurs
Communauté de Communes

COMMUNAUTE DE COMMUNES
COMMERCY VOID VAUCOULEURS

RAPPEL DE LA LÉGISLATION

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Obligation pour les EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus **de présenter, dans les deux mois précédant le vote du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires qui donne lieu à un débat (L2312-1 CGCT)**. Il fait l'objet d'un vote sur la base du rapport présenté.

Le débat d'orientation budgétaire (DOB) a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Ce débat doit permettre à l'assemblée délibérante d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager des priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

Le rapport comporte :

- les **orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement ;**
- la **présentation des engagements pluriannuels ;**
- les **informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette ;**
- les informations relatives à la **structure des effectifs ;**
- les informations relatives aux **dépenses de personnel ;**
- à la **durée effective du travail.**

INTRODUCTION

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Même si la collectivité a du encore assumer des dépenses liées à l'épidémie de COVID-19 (nettoyage renforcé, remplacement d'agents cas contact ou positifs), l'impact financier a été moindre en 2021. Les périodes de confinement ont été moins denses qu'en 2020 et la situation sanitaire du territoire s'est améliorée jusqu'à l'automne.

La reprise de la croissance accompagnée notamment d'une progression de l'inflation aurait dû jouer favorablement sur l'évolution des bases de fiscalité et in fine sur l'évolution des recettes attendues en 2022.

Cependant, des incertitudes pèsent sur les collectivités locales pour l'année 2022 : en premier lieu, la situation sanitaire qui peut vite se dégrader au niveau mondial et laisser présager des impacts budgétaires, ainsi que les fragilités qui pèsent sur la reprise économique de par la guerre en Ukraine.

Les conséquences sociales de la crise sont encore largement visibles et risquent de s'accroître avec la flambée des prix de l'énergie et des matières premières.

Le débat d'orientation budgétaire 2022 de la CCCVV s'ouvre ainsi dans un contexte d'amélioration incertain de l'environnement économique.

PROSPECTIVE FINANCIÈRE ET OBJECTIFS DE CADRAGE

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

La crédibilité d'une stratégie budgétaire et financière se construit dans la durée, à travers la poursuite d'objectifs de bonne et saine gestion.

Les orientations prises pour 2022 correspondent à la trame que l'histoire budgétaire depuis la fusion a dessinée.

Les objectifs réaffirmés sont les suivants :

1. Confirmer notre **volonté de stabilisation en valeur des dépenses réelles de fonctionnement** (sans dégrader les services publics offerts aux usagers), première condition pour assurer l'équilibre futur des budgets et affecter prioritairement le maximum de nos moyens à l'investissement ;
2. **Continuer la poursuite du réexamen de nos politiques** afin de conserver une capacité d'autofinancement suffisante indispensable pour maintenir nos investissements à un bon niveau ;
3. **Continuer à ajuster le volume d'investissements en définissant les opérations prioritaires** à financer ou à subventionner et les montants à y consacrer ;
4. **Assurer une gestion stratégique et maîtrisée de l'endettement** pour ne pas détériorer notre autofinancement et donc notre capacité d'investir.

CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Situation globale - Conjoncture économique internationale et nationale

Des perspectives de croissance entravées en ce début d'année 2022

L'invasion de l'Ukraine intervient à un moment délicat pour l'économie mondiale, qui commençait à peine à se remettre des ravages du Covid.

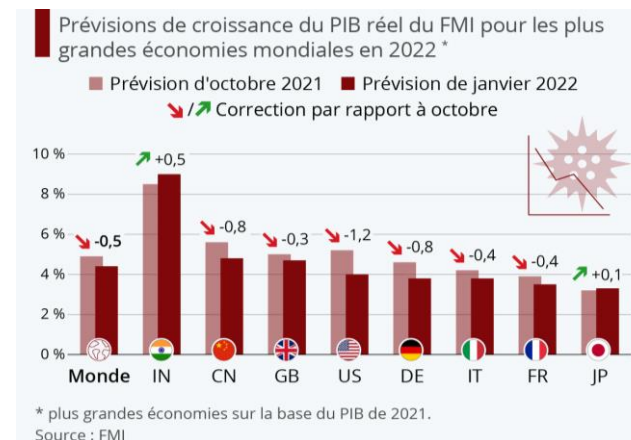
La guerre enclenchée par la Russie pourrait avoir des conséquences économiques considérables, alors que les marchés financiers s'effondrent et que le prix du pétrole s'envole.

Avec l'augmentation du prix de l'énergie et des matières premières et des ruptures d'approvisionnement, l'inflation est plus élevée et plus généralisée que prévue.

Une inflation élevée et en croissance va exacerber la crise du coût de la vie qui touche déjà de nombreux consommateurs.

Elle pose également un dilemme aux banques centrales qui ont injecté de l'argent dans l'économie au cours des deux dernières années de la pandémie. La plupart d'entre elles envisage désormais de retirer progressivement ce soutien tout en relevant progressivement les taux d'intérêt pour juguler l'inflation.

Les perspectives de croissance ont donc été assombries.



En janvier, la croissance mondiale devait passer de 5,9 % en 2021 à 4,4 % en 2022, soit un demi-point de pourcentage de moins pour 2022 que ce qui avait été prévu. La guerre en Ukraine aura des conséquences sur cette croissance.

Guerre en Ukraine : la croissance économique française sera plombée russe

Alors que le gouvernement français tablait sur une croissance de 4% en 2022, celle-ci devrait être plus basse. De combien ? Tout dépendra de la tournure du conflit, de l'importance de son impact sur l'économie mondiale et notamment sur les prix de l'énergie.

La baisse du chômage se poursuit

Avec un taux de chômage à 7,4%, l'année 2021 s'est achevée par une bonne nouvelle. Le nombre de demandeurs d'emploi en France (hors Mayotte) s'établit à 5,546 millions en janvier, selon les chiffres publiés le vendredi 25 février par la Dares. L'organisme de statistiques rattaché au ministère du Travail note une baisse de 0,9% du nombre de chômeurs entre décembre 2021 et janvier 2022. Le taux de chômage des jeunes baisse de 8,5% sur cette même période (102 000 demandeurs d'emploi en moins par rapport à décembre pour les catégories A et 50 000 chômeurs en moins pour les catégories B et C). Le coup de frein de la croissance en début d'année pourrait cependant compromettre l'atteinte d'un chômage à 7% avant la fin du quinquennat.

Contexte local

En terme de projets et de décisions, l'année 2021 a été marquée par :

- La mise en service d'un équipement majeur (Centre Aquatique) avec la contribution de fonctionnement ;
- La mise en place du dispositif ORT et conventionnement Petites villes de demain ;
- La prise de position des communes sur la compétence PLUi et la réflexion sur la prise de compétence « autorité organisatrice de la mobilité ».
- La concrétisation du pacte territorial de relance et de transition écologique » (PRTE) ;
- L'adhésion au dispositif Pass Culture ;
- La mise en œuvre du dispositif PRESCRI'MOUV ;
- La mise en place d'une aide au permis de conduire pour les jeunes en difficultés et la mise à disposition d'un logement selon des conditions définies qui sera opérationnel en 2022 ;
- La fixation des axes de développement du schéma touristique ;
- Les travaux de l'école des Bords de Meuse, du Quartier Oudinot et de la Chaufferie ont été soldés.
- La gestion du service d'assainissement collectif pour la commune de Void et du SIVU des Sept Ponts et la gestion du service d'adduction d'eau potable pour la commune de Void ;
- La signature d'un avenant avec l'EPFL pour le recyclage de l'ancienne fromagerie à Pagny la Blanche côte ;

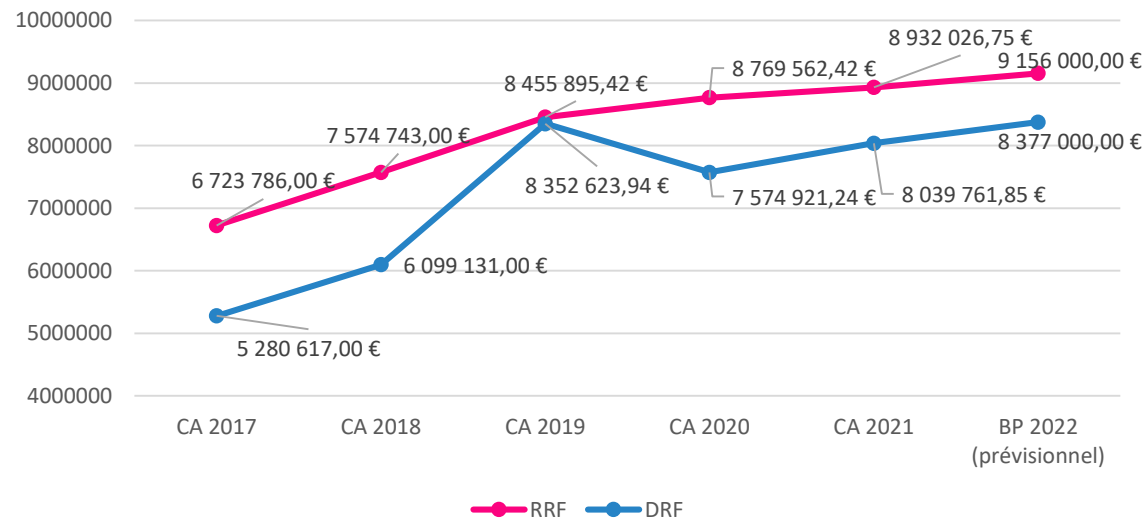
SITUATION FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

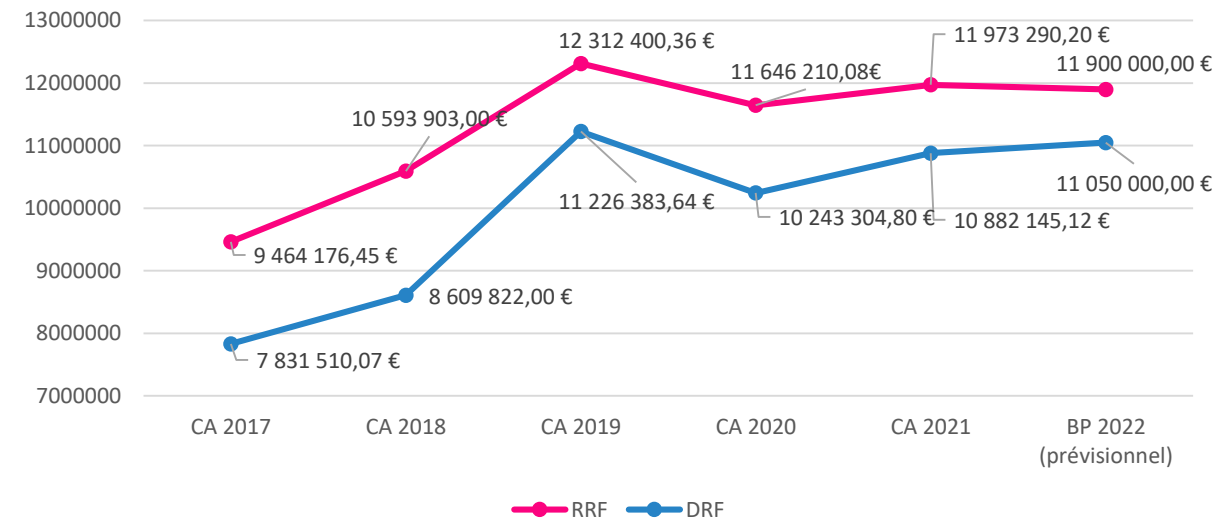
Il convient tout d'abord d'analyser l'évolution des recettes et des dépenses de chacune des deux sections de l'ensemble des budgets consolidés. Afin de disposer d'une vision à long terme de l'évolution des indicateurs budgétaires de la collectivité, l'analyse porte sur les cinq derniers exercices, à savoir de 2017 à 2021.

Section de fonctionnement

Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement du budget général



Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement des budgets annexes hors compte de stock zones d'activités



En ce qui concerne la section de fonctionnement du budget général, on relève une quasi-symétrie des courbes de dépenses et de recettes sur 2017 et 2018.

En 2019, l'absence d'épargne brute est liée notamment à une écriture de régularisation avec le budget hébergements. Malgré le rebond en 2020, une baisse progressive de l'épargne brute est à noter sur 2021 qui continuera sur 2022 compte tenu de la contribution au délégataire de service public pour le Centre Aquatique (année pleine en 2022).

TENDANCES BUDGÉTAIRES ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA COLLECTIVITÉ

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Les orientations budgétaires 2022 traduisent la volonté de la CC de maintenir une solide capacité financière d'actions dans une trajectoire pluriannuelle de maîtrise des dépenses de fonctionnement et de soutien à l'investissement favorable à l'économie et à l'attractivité du territoire et notamment :

- Maîtriser l'évolution de la fiscalité au regard des projets et des services ;
- De maîtriser ses dépenses de fonctionnement afin de préserver sa capacité à investir et de pérenniser un service public de qualité ;
- D'utiliser de façon modérée le levier de la tarification : afin de maintenir un niveau des recettes minimum, les services facturés aux usagers (crèches, accueil périscolaire, école de musique ...) devront être actualisés en corrélation avec les dépenses afférentes le cas échéant ;
- De renforcer ses liens avec les communes au service d'un développement équilibré et durable de notre territoire ;
- D'initier les études et prioriser la réalisation des futurs projets d'investissements.

PROJETS PRINCIPAUX 2022

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

L'année 2022 devrait notamment être marquée par :

- Le rendu de l'étude pré-opérationnelle OPAH RU Commercy-Vaucouleurs ;
- La dernière année d'exécution de l'OPAH RU Centre Bourg de Commercy ;
- L'étude du projet Ludo-médiathèque numérique et sa logistique ;
- L'étude du projet SMAPE sur plusieurs sites situés à Vaucouleurs (Maitrise d'œuvre). Les travaux se dérouleront sur l'année 2023 essentiellement ;
- L'étude de projet Voie verte par la Maitrise d'œuvre pour une réalisation éventuelle en 2023 selon financement;
- L'étude d'accessibilité des bâtiments de la communauté de communes (hors secteur Vaucouleurs);
- L'exécution des travaux seuils simples ;
- L'achat de photocopieurs pour les différents sites de la collectivité (suite à la réalisation d'un audit) ;
- La poursuite de l'élaboration du SCOT et la finalisation du PCAET ;
- L'étude relative à la construction d'un Centre Technique Intercommunal.
- Afin de conforter et de maintenir la qualité des services, un travail sur le recrutement, la formation et la valorisation des agents du service Enfance Jeunesse Education va être mené.

Il reste à enclencher un travail d'harmonisation sur les compétences statutaires qui devra faire l'objet de réflexions notamment les haltes fluviales et aires de camping cars, vergers conservatoires etc.

ORIENTATIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Envoyé en préfecture le 06/04/2022

Reçu en préfecture le 06/04/2022

Affiché le

ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Aménagement de l'espace

Poursuite du SCOT (application des nouvelles dispositions) : organisation des Ateliers ;
Aménagement numérique du territoire : participation CC au financement de la fibre année N+3.

Tourisme :

Réflexion et éventuelle mise en œuvre des actions définies dans le schéma de développement touristique ;
Poursuite réflexion sur le balisage et le support de promotion des sentiers pédestres de randonnées ;
Projet de signalétique touristique ;
Maison des Truffes : poursuite réflexions sur une cession.

Protection et mise en valeur de l'environnement :

Réflexion sur la mise en place d'une DIG sur le secteur Aire Barboure et Ornain ;
Programme seuils simples suite à l'attribution du marché.

Politique du logement et du cadre de vie :

Poursuite de l'OPAH secteur Pays de Commercy année 6 ;
Poursuite Etude préOPAH sur l'ensemble de la collectivité ;
Poursuite étude Voie verte.

Bâtiments communautaires :

Etude Centre Technique Intercommunal

Etude d'accessibilité des bâtiments de la communauté de communes (hors secteur Vaucouleurs)

Construction, entretien et fonctionnement d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire :

Poursuite investissement dans les écoles ;
Programme Ecole/extrascolaire : diagnostic sur le volet énergétique.

Construction, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs d'intérêt communautaire

Centre aquatique intercommunal à Commercy : 2ème année d'exploitation et contribution financière en année pleine.

Actions d'intérêt communautaire en faveur de la culture, des loisirs et ses sports

Poursuite du Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle ;
Poursuite mise en place de spectacles et de sorties vers les lieux de culture à destination de la population ;
Etude projet Ludo-médiathèque numérique, sa logistique et ses animations.

Actions sociales et solidarités :

Poursuite étude projet SMAPE à Vaucouleurs (Maitrise d'œuvre) ;
Etude extension Crèche de Void ;
Expérimentation du portage des repas aux personnes âgées.

REPARTITION BUDGETAIRE

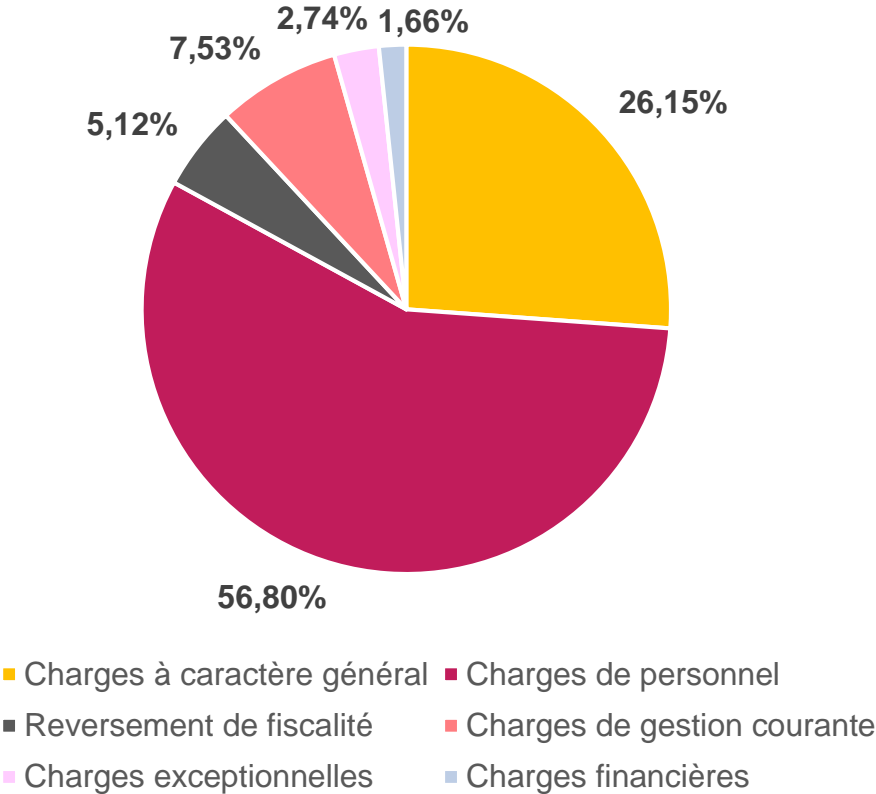
Envoyé en préfecture le 06/04/2022

Reçu en préfecture le 06/04/2022

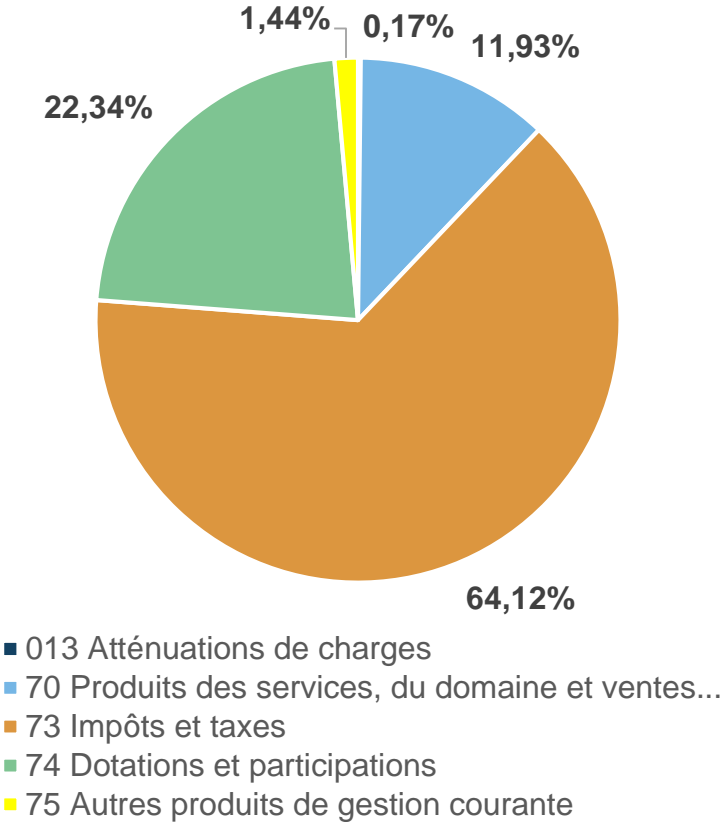
Affiché le

ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Dépenses réelles de fonctionnement



Recettes réelles de fonctionnement



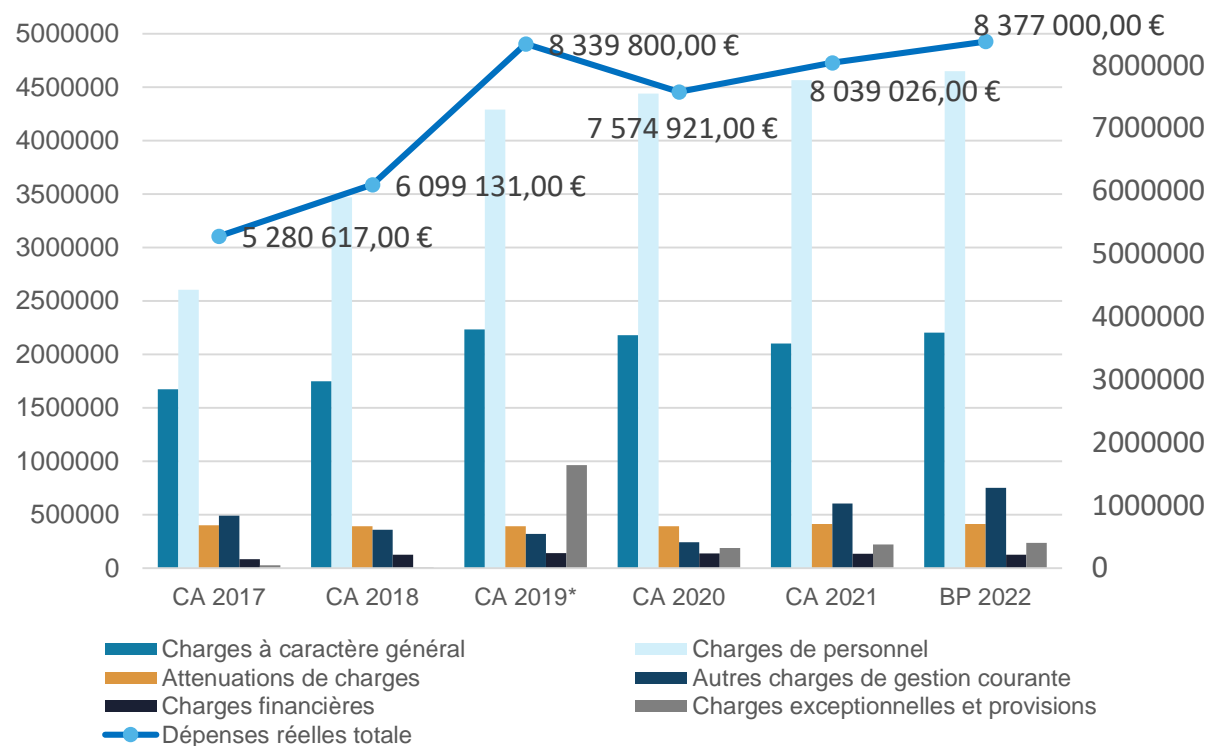
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES COMPTE TENU DES ÉLÉMENTS DETENUS AU

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
 Reçu en préfecture le 06/04/2022
 Affiché le 01.03.2022
 ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

	Dépenses			
	BP 2021	CA 2021	BP prévisionnel 2022	Delta (BP)
Charges à caractère général (011)	2 198 k €	2 102 k €	2,205 k €	+0,03%
Charges de personnel (012)	4 566 k €	4 568 k €	4 650 k €	+1,84%
Atténuations de produits (014)	412 k €	412 k €	412 k €	+0%
Charges de gestion courante (65)	650 k €	605 k €	750 k €	+15%
Charges financières (66)	141 k €	133 k €	125 k €	-12%
Charges exceptionnelles (67)	340 k €	207 k €	230k €	-48%
Dotations aux provisions (68)	19 k €	12 k €	5k €	-380%

	Recettes			
	BP 2021	CA 2021	BP prévisionnel 2022	Delta (BP)
Atténuations de charges (013)	15 k€	15 k€	15 k€	0%
Produits des services, domaine et	864 k €	1 066 k €	1050 k €	+20%
Impôts et taxes (73)	5 626 k €	5 726 k €	5976 k €	+6%
Dotations et participations (74)	1 991 k €	1 995 k €	1 991 k €	0%
Autres produits (75)	124 k €	123 k €	124 k €	0%
Produits exceptionnels (77)	0,2 k €	5 k €	0,2 k €	0%

Section de fonctionnement : les dépenses



La progression des charges de fonctionnement courantes prévisionnelles pour 2022 sera liée à l'inflation et à l'évolution des besoins des services et équipements communautaires.

Charges à caractère général : En terme de perspectives pour 2022, outre l'inflation significative des fluides et carburants, il est prévu une stabilisation des dépenses dites « courantes » des services.

Comme les années précédentes, il sera procédé à la rationalisation des achats notamment du service enfance jeunesse éducation (fournitures d'entretien, achat de petits équipements) pour améliorer la performance d'achat et réaliser des économies d'échelle.

Charges de personnel : Les charges de personnel sont le premier poste de dépenses de la CC. Ces charges ont été augmentées depuis 2020 du fait du PPCR et du remplacement d'agents. La crise sanitaire a compliqué l'organisation des services enfance jeunesse qui regroupe la majorité des agents (cas contact, garde d'enfants isolés, maladies) obligeant à réorganiser au jour le jour et à remplacer les agents.

Afin de conforter et de maintenir la qualité des services, un travail sur le recrutement, la formation et la valorisation des agents du service Enfance Jeunesse Education va être mené.

Outre les progressions indiciaires et les effets exogènes (application d'obligations légales pour les collectivités territoriales), tout en veillant à rendre une qualité de service optimale, les dépenses seront stabilisées pour 2022.

Atténuations de produits : L'enveloppe du FNGIR est maintenue à 390 736€.

Autres charges de gestion courante : Il est prévu en 2022, un versement de l'ordre de 430 000€ au délégataire du Centre Aquatique au titre de la contribution pour contrainte de service public.

Charges financières : Les intérêts d'emprunt seront légèrement diminués

Charges exceptionnelles : Par rapport aux BP 2021, il est prévu moins de virements (prise en charge du déficit) aux budgets annexes (estimation de 170 000€ au budget développement économique, 40 000€ au budget hébergements et 25000€ au budget gendarmerie).

Section de fonctionnement : les recettes

Atténuations de charges

Les atténuations de charges représentent principalement les indemnités journalières remboursées par la CPAM. Il est prévu les mêmes crédits qu'en 2021.

Ventes de produits fabriqués et prestations de services.

L'année 2021 n'a pas été marquée par la crise où l'encaissement dépasse les prévisions budgétaires.

Il n'est pas prévu de modification structurelle dans la tarification des services rendus à la population.

Certains tarifs de l'EMA ont été modifiés au 1^{er} septembre 2021 afin de les réajuster au coût du service. Il en est de même pour la tarification des centres pour les adolescents qui a été harmonisée au 1^{er} juillet 2021.

Il est donc prévu une stabilité de ces recettes pour permettre de préserver une bonne accessibilité de ces services publics qui contribuent à l'attractivité du territoire.

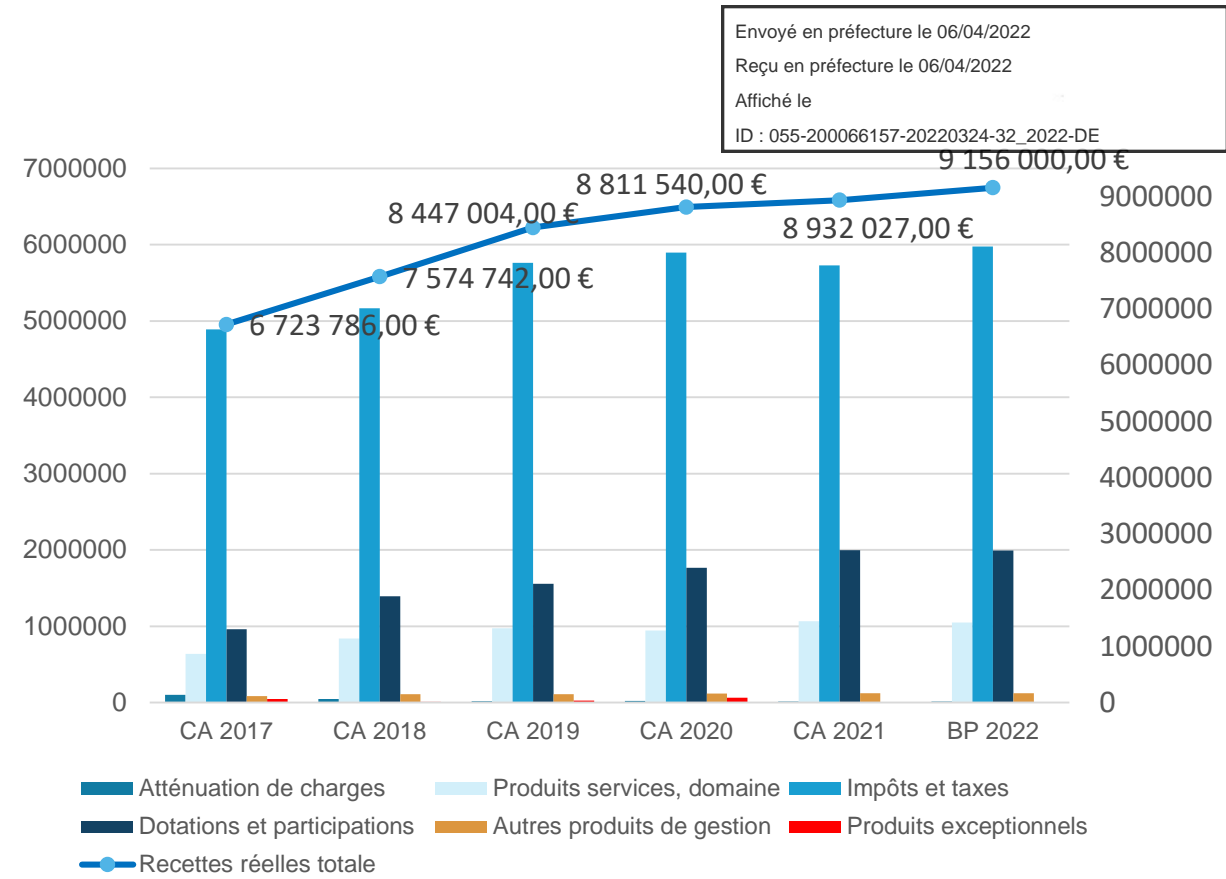
Autres produits de gestion courante

Les revenus des immeubles concernent la mise en location des logements intercommunaux (dont Heurtebise) et de la Maison de santé à Void.

Dotations et participations

La dotation d'intercommunalité se compose d'une part base à 30% (population DGF – CIF) et d'une part péréquation à 70% en fonction de la richesse relative des EPCI (mesurée via le potentiel fiscal et les revenus moyens). La DGF (309 770€ pour la dotation d'intercommunalité et 119 054€ pour la dotation de compensation) restera stable en 2022.

Le chapitre est composé principalement des participations versées par la CAF dans le cadre de l'exercice de la compétence petite enfance (RAM, crèches, vibr'anim, périscolaire). **Il est proposé de repartir sur les mêmes bases en 2022 que les recettes 2021.**



Les recettes sont ajustées pour assurer un équilibre budgétaire permettant l'exercice plein et entier de toutes les compétences communautaires avec le maintien d'un bon niveau de qualité de service pour les usagers et couvrir les perspectives d'investissement.

Fiscalité

Les impôts et taxes représentent la majeure partie des recettes de fonctionnement et plus précisément les taxes foncières et CFE.

Le taux de TH étant gelé, les règles de lien ont subi une modification :

- le taux de TFNB ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de TFB ;
- le taux de CFE ne peut pas augmenter plus ou diminuer moins que le taux de TFB ou que le taux moyen pondéré de TFB et TFNB.

A bases fiscales prévisionnelles constantes, l'enjeu de la fixation de la fiscalité 2022 est d'absorber les frais de fonctionnement du centre aquatique d'une année pleine et entière ainsi que l'emprunt afférent et de se fait préserver la capacité d'investissement de la CC CVV pour assumer ses projets et également l'intégralité de ses compétences statutaires pour les exercices à venir.

Le besoin complémentaire, par rapport à l'ajustement 2021, pour la contribution du délégataire pour le Centre Aquatique est de 250000€ (un ajustement fiscal a été effectué sur 2021 pour absorber 200 000€ de contribution et 200 000€ de perte de produit fiscal) qui représente 4,36% du produit fiscal actuel.

CFE de Zone : Suite au transfert des 5 zones d'activités économiques, une convention de répartition de la fiscalité entre la CC CVV et les communes concernées a été validée en conseil communautaire afin de répartir de 2018 à 2021 à part égal le montant de la CFE de Zone (50-50). Le reversement 2021 est prévu sur le budget 2022.

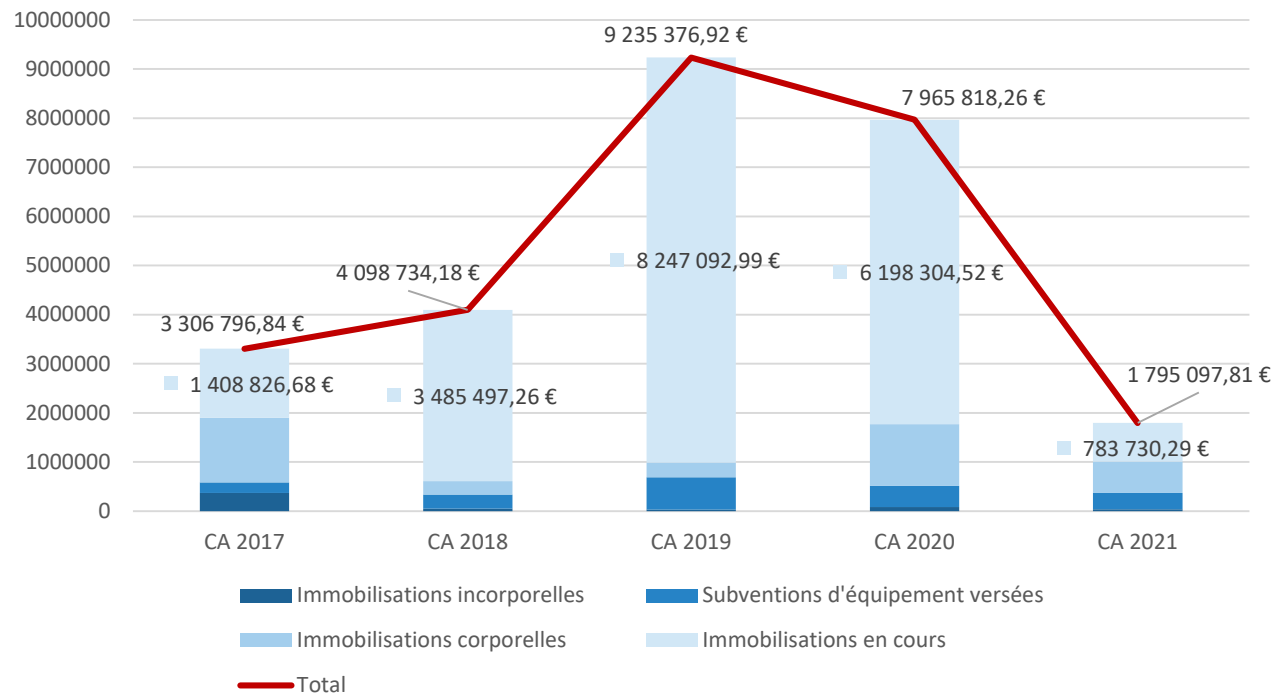
CVAE

Le montant CVAE qui devrait être versé à la CC CVV en 2021 est estimé à 372 240€ (chiffres DGFIP) soit une augmentation.

IFER : A hauteur de 360 358€ au titre du compte administratif 2021, il n'est pas prévu d'augmentation en 2022 hormis la revalorisation des valeurs locatives.

FPIC : Le FPIC (Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes) devrait être maintenu à son niveau 2021 (286 176€).

Section d'investissement budget général



Les gros projets tels que le Centre Aquatique et sa chaufferie ainsi que la restructuration des Bords de Meuse ont pesés sur les budgets 2019 et 2020 et dans une moindre mesure sur 2021. Il reste quelques lots à solder pour le Centre Aquatique.

Les dépenses d'investissements en 2022 seront grandement réduites comparées aux années précédentes sans pour autant minimiser les projets. La collectivité veille pour chaque projet à obtenir le maximum de subventions.

	Immobilisations incorporelles	Subventions d'équipement versées	Immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
CA 2017	368 560,79€	213 544,22€	1 315 865,15€	1 408 826,68€	3 306 796,84€
CA 2018	53 567,41€	283 071,94€	276 597,57€	3 485 497,26€	4 098 734,18€
CA 2019	28 547,62€	661 427,7€	298 308,61€	8 247 092,99€	9 235 376,92€
CA 2020	82 348,42€	431 751,28€	1 253 414,04€	6 198 304,52€	7 965 818,26€
CA 2021	35 698,01€	335 000,95€	640 668,56€	783 730,29€	1 795 097,81€

Section d'investissement : les dépenses

Immobilisations incorporelles (frais d'études et concessions)

Il est prévu la poursuite du PCAET et du SCOT

Subvention d'équipement versées

Fibre : La 3^{ème} année sur 4 sera budgétée (167 762.50 €)

Fonds de concours GIP – Communes : 20 000€ ont été reportés en restes à réaliser, il s'agit des derniers dossiers à solder.

Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (secteur Commercy)

Pour 2022, compte tenu du décalage entre la constitution des dossiers et la réalisation des travaux, 99 000€ environs ont été reportés en restes à réaliser et il est prévu de budgéter 150 000€.

Etudes

Il est prévu l'inscription de l'étude de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'une SMAPE sur Vaucouleurs ainsi que d'une ludothèque.

Une étude de Maîtrise d'œuvre vont être engagés pour effectuer la mise en accessibilité des bâtiments sur les secteurs de Void et Commercy.

L'étude de maîtrise d'œuvre menée dans le cadre d'une réflexion « voie verte » sera poursuivie.

Emprunts et dettes assimilées

Le capital d'emprunts sera légèrement diminué. A ce stade, il n'est pas prévu de contracter un nouvel emprunt.

Immobilisation corporelles

Investissement écoles

Comme les années antérieures, il est prévu des petits investissements en travaux sur bâtiments et équipements mobiliers.

Solde Opération classe tablettes en 2022.

Investissement crèches

Il est prévu des petits investissements dans les crèches

Investissement dans les bâtiments intercommunaux
Du matériels et outillages techniques seront commandés selon les besoins des services techniques.
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Poursuite du site internet

Achat de photocopieurs reporté sur 2022 compte tenu de l'audit.

Immobilisation en cours

Centre aquatique

Solde du Centre Aquatique et de la Chaufferie

Protocole transactionnel Berthold

Travaux sur les cours d'eau (secteurs Commercy Void et Vaucouleurs)

Les marchés vont être achevés.

Une réflexion sur la mise en place d'une DIG sur le secteur Aire Barboure va être lancée.

Cette année est dédiée aux programme seuils simples suite à l'attribution du marché. Il n'est pas prévu de nouvel investissement pour 2022.

Section d'investissement : les recettes

La CC s'engage à rechercher pour ses projets d'investissement un maximum de subventions et de recourir à l'emprunt de façon modérée.

A ces recettes externes s'ajoutera l'autofinancement ou épargne qui sera dégagée sur le fonctionnement courant (excédent des recettes par rapport aux dépenses de fonctionnement) et permettra de limiter le recours à l'emprunt puisque, rappelons-le, la réduction de l'endettement reste l'un des objectifs.

La section d'investissement va être abondée par le FCTVA non perçu l'année antérieure.

Les subventions d'investissement proviennent principalement du GIP objectif Meuse, du FNADT, et de DETR.

Les subventions attendues pour les projets en cours de réalisation ou terminés (Centre Aquatique, Projet Classes Tablettes) ont été inscrites en restes à réaliser.

ORIENTATIONS DU BUDGET DECHETS

Anticiper la fermeture du site d'enfouissement de Pagny sur Meuse avec le lancement de nouveaux marchés ;

Mise en place totale de la régie papiers cartons ;

Travailler à l'amélioration de la performance du tri sur les secteurs d'habitat dense et collectif en intensifiant l'observation et la sensibilisation du tri ;

Accroître les performances de tri pour valoriser au mieux les flux vers les éco organismes ;

Sécurisation des quais de déchetterie ;

A moyen terme, les déchetteries ne seront plus dimensionnées à l'exigence de séparation des flux nouveau. Une réflexion sera menée à ce sujet.

La section de fonctionnement : les dépenses

Charges à caractère général : Les charges à caractère général représentent 87% des dépenses réelles de fonctionnement.

Ces charges sont composées principalement des dépenses de prestations de services dans le cadre de la mise en oeuvre de la gestion des déchets et de frais de carburants. Avec la reprise en régie du vidage des bennes cartons/papiers, les prestations de service vont diminuer. En contrepartie, les frais de carburant vont augmenter.

Une action de communication et de sensibilisation doit être renforcée afin de permettre l'optimisation du service.

L'année 2022 permettra d'avoir une vision réelle des résultats financiers de la gestion, après une année complète et mise en place effective de tous les changements.

Les charges de fonctionnement vont s'accroître compte tenu de l'inflation et du coût des fluides, carburants et matières premières.

La fermeture du site de traitement de proximité de Pagny va entraîner des frais de transport pour assurer le traitement sur un autre site, pour lequel un marché va être passé.

En conséquence de quoi les recettes de services devront être adaptées.

Charges de personnel L'année 2020 a été marquée par la réorganisation du service déchets ménagers. Les charges de personnel seront stables sur 2022.

Autres charges de gestion courante : Compte tenu du nombre d'admissions en non-valeur, il est envisagé de prévoir 40 000€ et 20 000€ en créances éteintes.

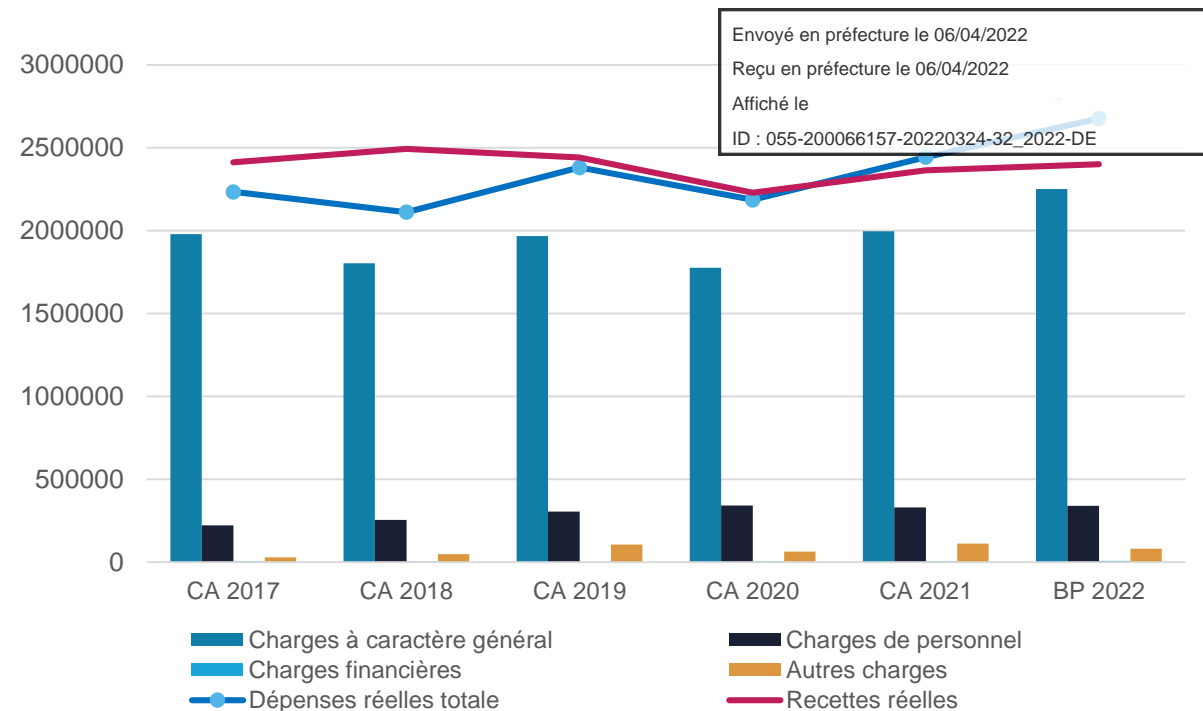
Charges financières Compte tenu du nouvel emprunt, les intérêts seront augmentés.

Charges exceptionnelles (titres annulés sur exercices antérieurs) Il est prévu d'inscrire la même somme qu'au budget 2021.

Il est prévu d'inscrire 15% des créances non recouvrées ayant plus de 2 ans.

La section de fonctionnement : les recettes

Les recettes seront à ajuster le cas échéant en fonction des dépenses.



La section d'investissement : les dépenses

Immobilisations Une grande partie des investissements a été réalisée en 2020 et 2021. L'achat des camions a notamment été inscrit en restes à réaliser.

Il est proposé de reporter les acquisitions de conteneurs (papiers/cartons et verres) pour renouveler et uniformiser le parc en raison de la situation actuelle, du coût des matières premières et des métaux.

Emprunts Un emprunt de 452 000€ a été contracté fin 2021 pour financer deux camions. Ce poste sera augmenté du capital (+62%).

La section d'investissement : les recettes

Les subventions des partenaires susceptibles de participer au financement de ces investissements qui n'ont pas encore été sollicités (ADEME et GIP) ont été mis en restes à réaliser (47 000€).

ORIENTATIONS DU BUDGET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Particularité : ce budget comprend également une part en comptabilité dite de stocks concernant les dépenses et recettes liées aux zones d'activité

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Aménagements, zones d'activités :

Depuis l'exercice 2021, le Budget « Quartier Oudinot » est intégré au Budget Développement économique. Les dépenses et recettes relatives à l'aménagement des zones sont intégrés à la compta de stock sur un budget unique. Des écritures liées à la compta de stock et aux opérations à l'euro symbolique avec l'EPFL devront être régularisées.

En 2021, l'opération du parc d'activités Quartier Oudinot s'est achevée. Toutes les subventions ont été perçues d'où un budget excédentaire en investissement. Des travaux complémentaires de voirie et d'aménagement (voirie à double sens) vont être étudiés pour combiner et rendre compatible les différents usages commerciaux ou de loisirs.

L'année 2021 a été l'occasion de réfléchir à la commercialisation des zones. Une réévaluation du foncier de l'ensemble des zones a été envisagée afin de densifier les projets par souci d'économie foncier. Les ventes s'effectuent progressivement sur les différentes zones.

La concession SEBL à la Zone du Segnon est à son terme au 28 février 2022. Les voiries définitives comprenant les signalétiques de sécurité et de circulation seront réalisées.

Les travaux de voirie nécessaires à l'entretien seront réalisés sur les zones de Tusey, Void et Lérrouville.

Il conviendra de se positionner sur l'engagement ou non de l'étude EPFGE de reconversion du foncier ancien industriel (TREFIL UNION). Une démarche de recherche de foncier économique à positionner sera engagée dans le projet de SCOT.

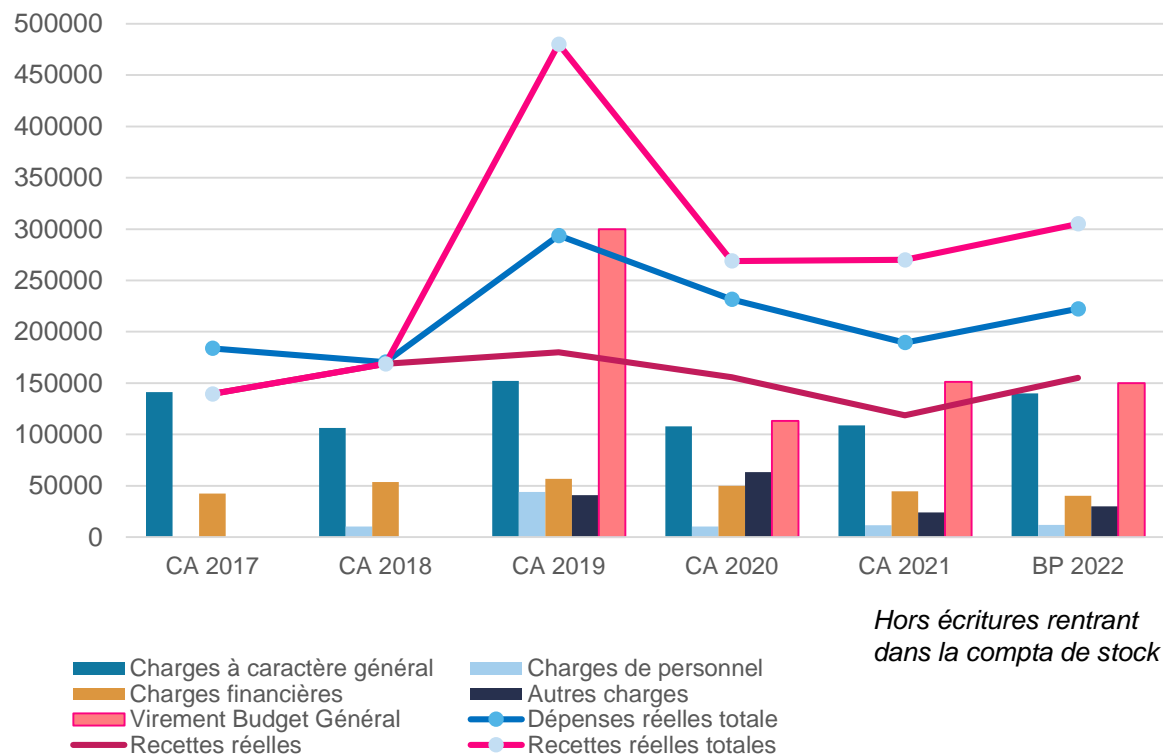
Il est prévu la diffusion de nos terrains commercialisables auprès des acteurs régionaux nationaux et frontaliers de l'aménagement et de la gestion des projets immobiliers économiques

Politique animation commerciale et aides aux entreprises :

Une communication ciblée sera adressée aux commerçants inclus dans le périmètre de la convention ACCOR.

Il est prévu la poursuite de la mise en œuvre du règlement d'aides à l'investissement dans le cadre de la reprise et la création d'entreprises sur le territoire.

L'opération journée nationale du commerce de proximité sera reconduite en 2022.



Section d'investissement : les dépenses

Il a été prévu de mettre chaque année 60 000€ pour l'aide à l'immobilier d'entreprises. Pour informations, 40 000€ ont été inscrits en restes à réaliser.

Des crédits pour de l'investissement de voirie et de la signalétique seront prévus.

Section d'investissement : les recettes

Mise à part les écritures de compte de stock, il n'est pas attendu de recettes d'investissement.

Section de fonctionnement : les dépenses

Charges à caractère général : Il est prévu le maintien des charges à caractère général pour assurer l'entretien des zones d'activités et bâtiments.

Des crédits seront à nouveau prévus au 611 ou au 62875 en cas de sous-traitance pour le déneigement et le balayage des zones d'activités ou de conclusion de conventions de prestations avec les communes.

Les dépenses à l'article 6015, 6045 et 605 (aménagement de terrains, travaux et prestations de service) sont comptabilisé pour la compte de stock.

L'étude de maîtrise d'œuvre pour améliorer le passage des camions au Quartier Oudinot sera inscrite au budget.

Charges de personnel : Il sera répercuté le coût des interventions des services techniques sur les différents bâtiments. Il est prévu des frais de personnel pour le nettoyage des locaux de la pépinière.

Charges de gestion courantes : Comme chaque année, il est prévu le maintien du budget alloué à la politique en faveur du maintien du commerce et de l'artisanat.

Charges exceptionnelles : Des dépréciations équivalant à 15% de créances douteuses et contentieuses de plus de deux ans seront inscrites (5340€).

Section de fonctionnement : les recettes

Il est prévu la poursuite des locations des différents bâtiments ainsi que la poursuite de la commercialisation des parcelles à construire dans les ZAE. vente McDonalds 70 000€ HT, vente SCI 3EK au Quartier Oudinot pour 266 000€ HT et SCI THILU Zone du Vé pour 36883€ HT).

Le virement du budget général, nécessaire à cause des amortissements, est estimé à 150 000€.

Il est à noter que la collectivité perçoit à nouveau les loyers pour le Restaurant depuis Novembre 2021.

ORIENTATIONS DU BUDGET HEBERGEMENTS

régime de franchise en base de TVA.

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Section de fonctionnement : les dépenses

Charges à caractère général

Outre l'inflation des prix des fluides et matières premières, il est prévu une stabilité des dépenses de fonctionnement.

Charges de personnel

Ce poste a diminué ces deux dernières années du fait du départ d'un agent imputé à 80% et de la réorganisation avec l'office de tourisme. 3 agents du service tourisme sont affectés à hauteur de 10%, 15% et 15%. Un agent technique est affecté 20h/semaine pour du nettoyage. Il est prévu une légère augmentation sur 2022 compte tenu du nettoyage nécessaire suite aux locations importantes.

Autres charges de gestion courante

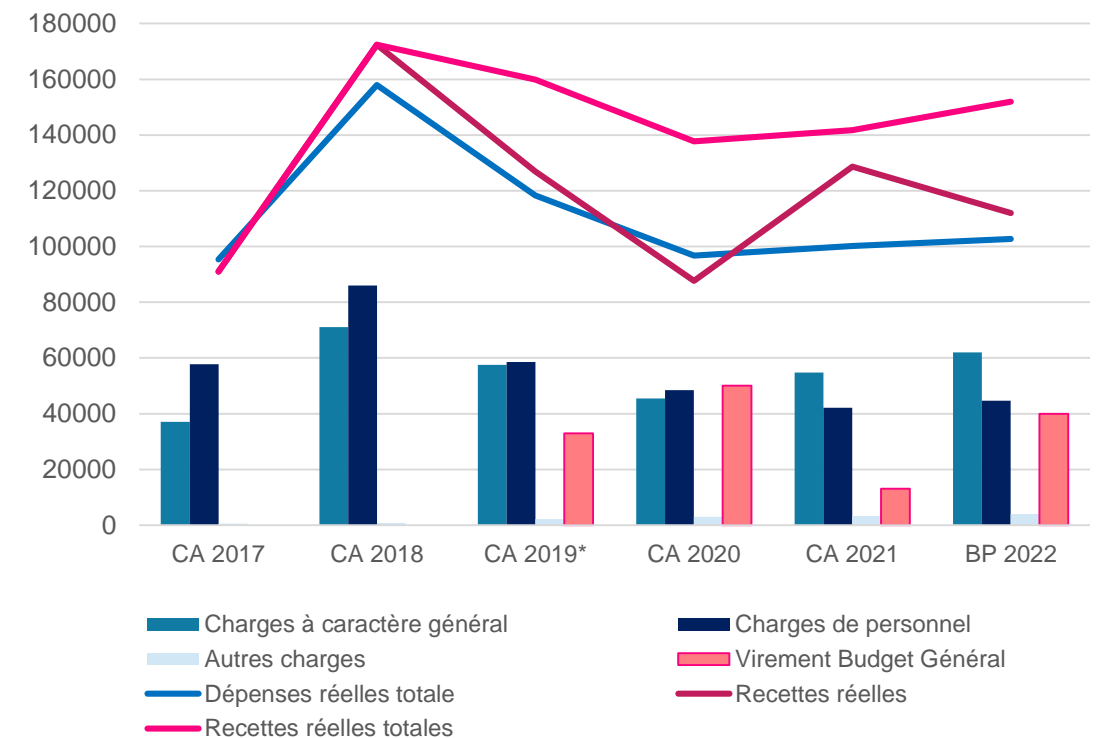
L'indemnité du vice-président affecté au tourisme est en partie affectée sur le budget hébergement (20%).

Section de fonctionnement : les recettes

L'objectif d'équilibre financier dans la gestion des hébergements touristiques et éducatifs est réaffirmé pour l'exercice 2022. Cela suppose une politique dynamique pour améliorer le taux d'occupation notamment les réservations en ligne sur diverses plate-forme.

Malgré la crise, les recettes locatives 2020 et 2021 ont été supérieures à ce qui était attendu (87 560€ sur les 45 000€ escomptés en 2020 et 124500€ sur les 75 000€ en 2021). Pour 2022, il est attendu 110 000€ de recettes locatives.

La prise en charge du déficit par le budget général est due aux amortissements et dépend des recettes locatives perçues. En 2021, l'équilibre financier est proche, seulement 13 102€ ont été virés. Par prudence, les recettes 2022 sont légèrement minimisées. Il est attendu un virement un peu plus important en 2022 (40 000€ estimés).



Section d'investissement :

Il n'est pas prévu de gros investissements.

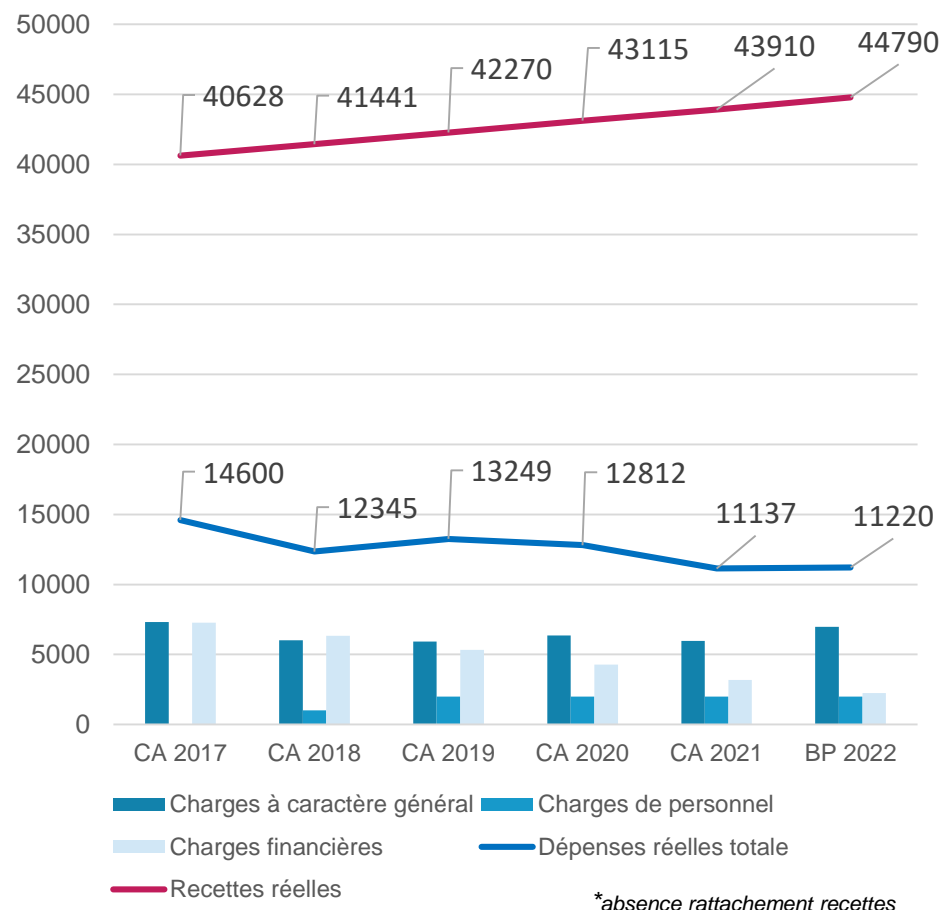
Des petits investissements seront réalisés le cas échéant (2735€ en restes à réaliser).

Les recettes proviennent des amortissements.

ORIENTATIONS DU BUDGET MAISON MEDICALE

Il s'agit d'un budget assujetti à la TVA (budget HT, récupération de la TVA).

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE



Section de fonctionnement : les dépenses

Les dépenses de fonctionnement seront sensiblement les mêmes. Une réserve sera cependant prévue pour d'éventuels investissements à venir. Une décision modificative sera prise le cas échéant pour affecter les sommes en investissement. Du fait de l'amortissement constant, les intérêts d'emprunt diminuent.

Section de fonctionnement : les recettes

Les recettes (revenus des loyers) seront les mêmes qu'en 2021, révisés (44 800€). Le bail ayant pris fin au 31 Décembre 2021, a été tacitement renouvelé.

Section d'investissement : les dépenses

En investissement, les dépenses concerneront, comme en 2021, le remboursement du capital de l'emprunt. Du fait de l'amortissement constant, celui-ci augmente (28 920€).

Section d'investissement : les recettes

Il sera prévu un virement de la section de fonctionnement le cas échéant.

Il va être envisagé la clôture de ce budget pour une intégration au budget général.

ORIENTATIONS DU BUDGET GENDARMERIE

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Il s'agit d'un budget assujéti à la TVA (budget HT, récupération de la TVA).

Ce budget est issu de l'ex CC du Val des Couleurs, il concerne les locaux de la gendarmerie (bureaux et 6 logements) inaugurés en 2014 dont la Communauté de Commune est propriétaire.

Section de fonctionnement : les dépenses

Les dépenses de fonctionnement seront sensiblement les mêmes.
Il est constaté une légère diminution des intérêts d'emprunts du fait de l'amortissement.
Il sera prévu quelques crédits en cas de nécessité d'entretien du bâtiment.

Section de fonctionnement : les recettes

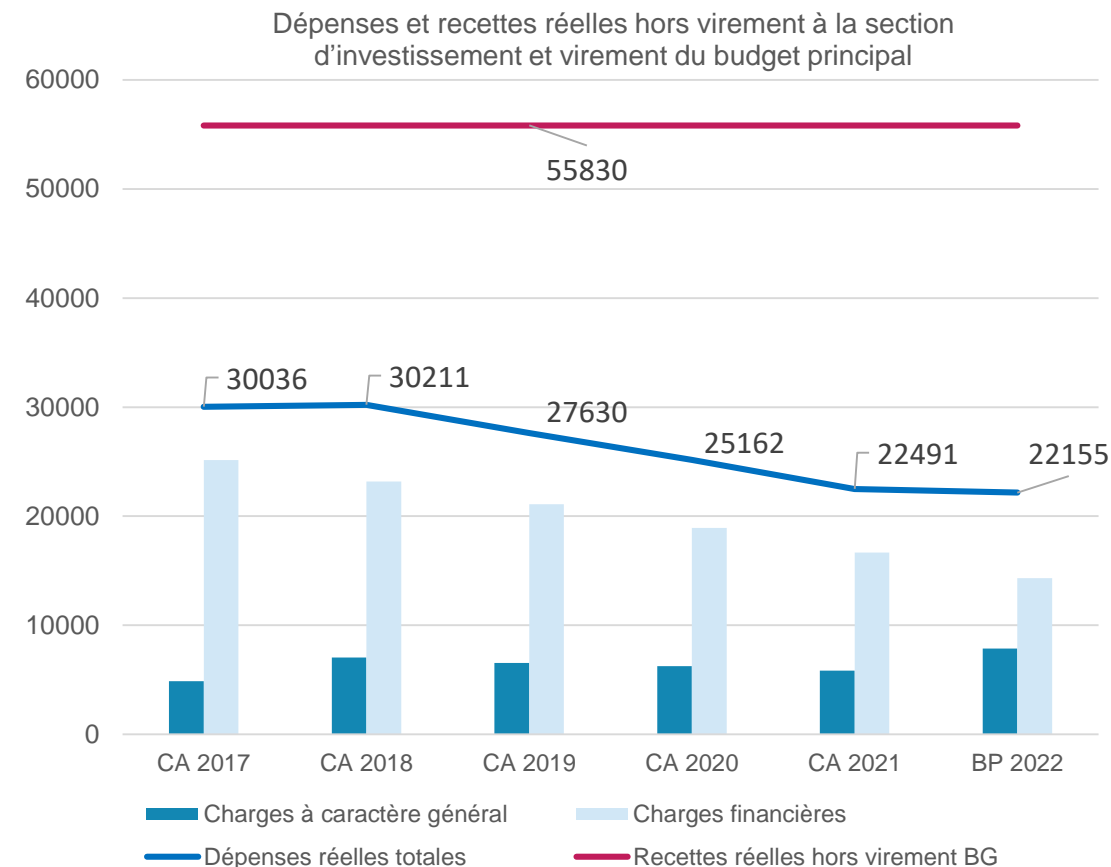
Les recettes (revenus des loyers) seront les mêmes qu'en 2020 soit 55 830€.
Comme les années antérieures, il sera prévu un virement du budget principal (25 500€ estimés).

Section d'investissement : les dépenses

En investissement, les dépenses concerneront, comme les autres années, le remboursement du capital de l'emprunt (56 280€).
Du fait de l'amortissement constant, celui-ci a augmenté.

Section d'investissement : les recettes

Comme les années antérieures, il sera prévu un virement de la section de fonctionnement.



ORIENTATIONS DU BUDGET SPANC

Il s'agit d'un budget assujéti à la TVA (budget HT, récupération de la TVA).

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Section de fonctionnement : les dépenses

Charges à caractère général

Le SPANC assure le contrôle de conception et d'implantation des installations neuves ou réhabilitées. Des marchés de prestations de vidange des dispositifs d'assainissement non collectifs ont été attribués.

Charges de personnel

Les charges de personnel représentent un ETP réparti sur 3 agents. Suite au départ d'un agent, le service a été réorganisé.

Un agent est affecté à 50% pour la facturation et la gestion du service de vidange. Un autre agent (0,3 ETP) effectue les diagnostics SPANC lors des ventes immobilières ainsi que les contrôles de conception.

Des contrôles de bon fonctionnement sont effectués 2 journées par semaine soit 0,4 ETP supplémentaire

A terme, ces 1,2 ETP pourront être ramenés à 1 ETP les années futures lorsque le rattrapage des différentes prestations aura été effectué.

Autres charges de gestion courante

Comme en 2021, l'indemnité de l' élu sera imputée totalement sur ce poste jusqu'aux élections.

Il sera prévu des crédits pour les créances éteintes (500€) et des créances admises en non-valeur (500€).

Compte tenu des annulations potentiels de facturation des redevances, il sera prévu des annulations sur exercices antérieurs au chapitre 67 – article 673 (2000€).

Des provisions seront inscrites au budget.

Section d'investissement

Une réserve sera prévue en cas de petits investissements.

Un virement de la section de fonctionnement fera l'équilibre le cas échéant.

Section de fonctionnement : les recettes

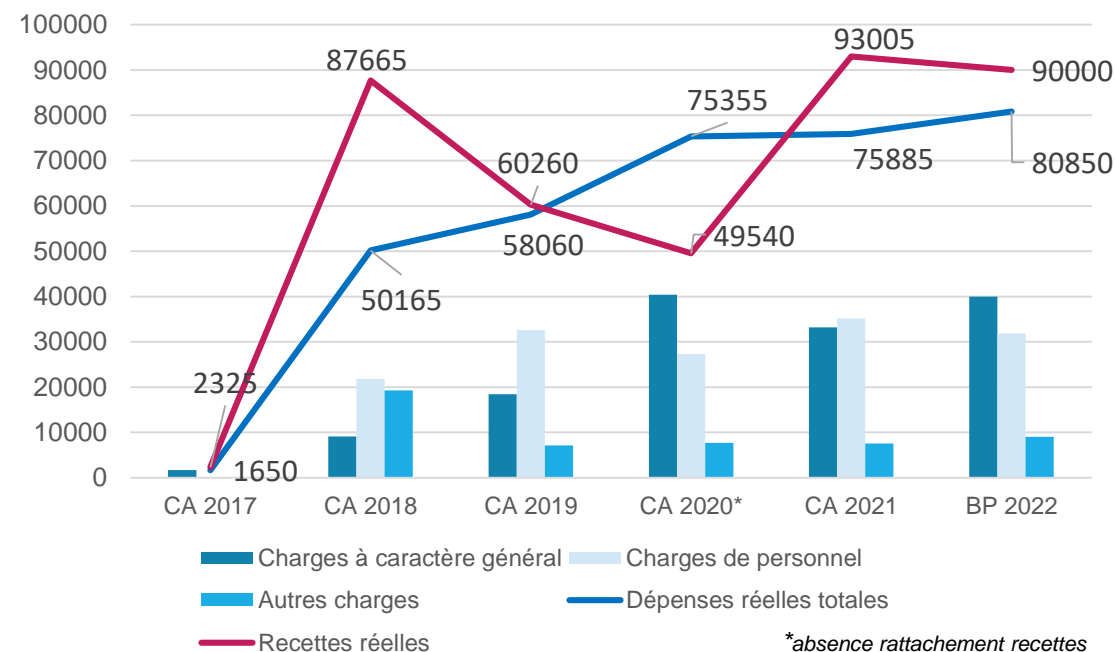
La quasi-totalité des recettes de fonctionnement proviennent des redevances d'assainissement et des prestations de vidanges.

Les recettes seront stables pour 2022

Les recettes sont appelées à avoir un caractère constant.

Les dépenses peuvent être irrégulières compte tenu du différé de réalisation de prestations qui peuvent intervenir dans le cadre des conventions d'entretien. Il en est de même pour les prestations de bon fonctionnement effectuées selon une périodicité allant jusqu'à 7 ans.

Cela peut amener l'exercice comptable à être déficitaire ou excédentaire d'une année sur l'autre.



STRUCTURE DE LA DETTE

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

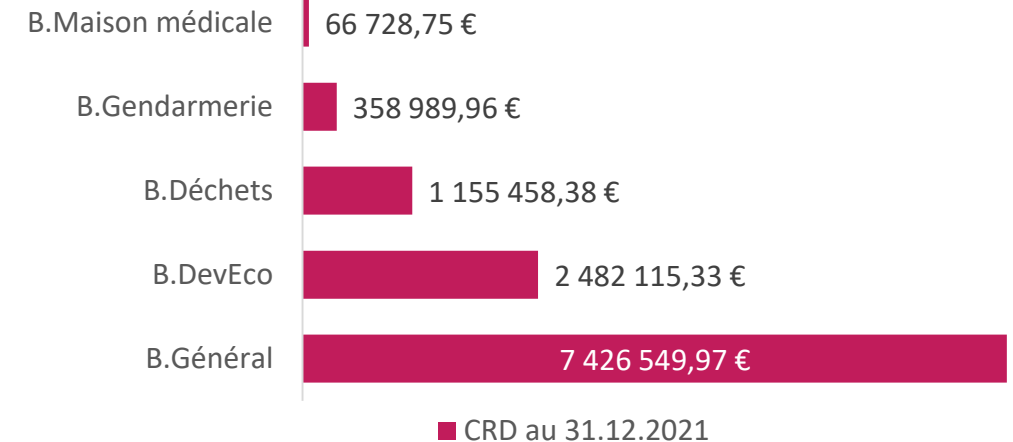
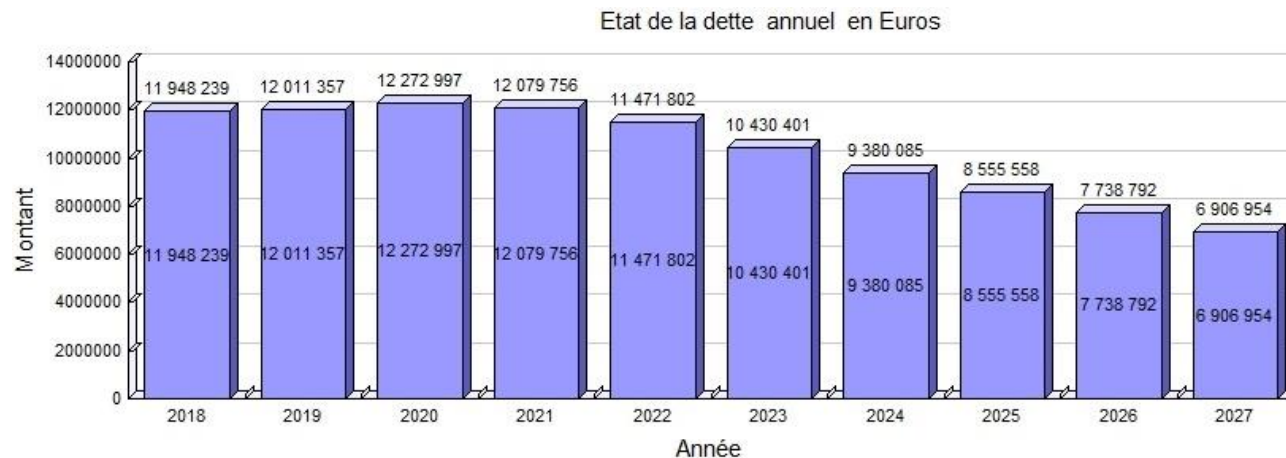
Emprunts contractés – situation au 1er janvier 2022

En consolidé, au 1er janvier 2022, la Communauté de Communes détient 23 emprunts pour un total emprunté de 16 200 291,60€.

En 2021, la Communauté de Communes a contracté un emprunt qui a commencé à être remboursé début 2022 (Budget déchets : Achat de camions pour 452 135,00 €).

Capital restant dû et annuités

Au 1^{er} janvier 2022, l'état de la dette est de 11 471 802€ de reste à payer en capital et 1 248 694,27€ en intérêts. A ceci s'ajoutent les deux emprunts Halte fluviale contractés auprès de la ville de Commercy (18 040,86€ de CRD et 774,30€ d'intérêts).



En 2022, il n'est pas prévu de contracter un nouvel emprunt.

Budget Général							Envoyé en préfecture le 06/04/2022	
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	CRD au 31.12.21	IRD au 31.12.21	Emprunts 2022			Reçu en préfecture le 06/04/2022	
				Capital 2022	Intérêt 2022	Annuité	CRD au 31.12.22	IRD au 31.12.22
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	30/06/2024	30 299,61 €	425,79 €	11 928,65 €	262,08 €	12 190,73 €	18 370,96 €	163,71 €
CARRIERES EUVILLE								
CREDIT MUTUEL	28/02/2022	1 566,06 €	6,86 €	1 566,06 €	6,86 €	1 572,92 €	0,00 €	0,00 €
MAISON INTERCOMMUNALE VOID								
BANQUE POSTALE	01/01/2037	710 746,48 €	88 677,46 €	41 645,96 €	10 775,28 €	52 421,24 €	669 100,52 €	77 902,18 €
BORDS DE MEUSE								
CAISSE D EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	30/09/2031	510 612,08 €	126 501,28 €	42 483,67 €	22 861,29 €	65 344,96 €	468 128,41 €	103 639,99 €
POLE SCOLAIRE ET PERISCOLAIRE VAL DES COULEURS NORD								
CAISSE D EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	25/06/2024	42 500,00 €	2 395,95 €	17 000,00 €	1 481,13 €	18 481,13 €	25 500,00 €	914,82 €
CREATION INFRASTRUCTURE SCOLAIRE MAXEY								
CAISSE D EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	10/10/2033	471 955,47 €	112 665,81 €	31 972,40 €	16 746,04 €	48 718,44 €	439 983,07 €	95 919,77 €
MAISON DE SANTE A VOID								
CAISSE D EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	25/11/2023	123 407,70 €	740,45 €	61 703,86 €	493,63 €	62 197,49 €	61 703,84 €	246,82 €
INVESTISSEMENT								
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	30/06/2037	399 359,56 €	45 592,15 €	23 237,16 €	5 469,40 €	28 706,56 €	376 122,40 €	45 592,15 €
2E TRANCHE ECOLE BORDS DE MEUSE								
Halte fluviale 1 - trim.	2022	3 451,27 €	96,93 €	3 451,27 €	96,93 €	3 548,20 €	0,00 €	0,00 €
Halte fluviale 2 - mens	2023	14 589,59 €	677,37 €	7 135,56 €	496,92 €	7 632,48 €	7 454,03 €	180,45 €
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG -	30/04/2038	2 111 371,12 €	256 920,21 €	114 573,36 €	28 959,44 €	143 532,80 €	1 996 797,76 €	227 960,77 €
Centre Aquatique								
CREDIT MUTUEL AGENCE DE SAINT DIZIER	31/03/2038	2 082 877,72 €	249 530,38 €	114 974,37 €	28 558,43 €	143 532,80 €	1 967 903,35 €	220 971,95 €
Centre Aquatique								
LA BANQUE POSTALE	01/02/2034	297 499,99 €	13 759,35 €	24 285,72 €	2 134,10 €	26 419,82 €	273 214,27 €	11 625,25 €
Chaufferie Centre Aquatique								
CREDIT AGRICOLE	10/11/2035	626 313,32 €	25 388,37 €	44 736,68 €	3 596,27 €	48 332,95 €	581 576,64 €	21 792,10 €
Fibre								
Total		7 426 549,97 €	923 378,36 €	540 694,72 €	121 937,80 €	662 632,52 €	6 885 855,25 €	806 909,96 €

Budget Déchets								
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	CRD au 31.12.21	IRD au 31.12.21	Emprunts 2022			CRD au 31.12	IRD au 31.12
				Capital 2022	Intérêt 2022	Annuité		
CREDIT AGRICOLE	01/01/2035	697 833,31 €	37 683,00 €	52 666,68 €	5 424,67 €	58 091,35 €	645 166,63 €	33 253,33 €
REORGANISATION GESTION DES DECHETS								
CREDIT AGRICOLE	10/10/2031	452 135,00 €	8 057,35 €	44 505,02 €	1 425,19 €	45 930,21 €	407 629,98 €	6 632,16 €
CAMONS DECHETS								
CREDIT AGRICOLE	17/04/2022	5 490,07 €	124,90 €	5 490,07 €	124,90 €	5 614,97 €	0,00 €	0,00 €
DECHETTERIE VOID								
Total		1 155 458,38 €	45 865,25 €	102 661,77 €	6 974,76 €	109 636,53 €	1 052 796,61 €	38 890,49 €

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le 06/04/2022
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

Budget Développement économique								
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	CRD au 31.12.21	IRD au 31.12.21	Emprunts 2022			CRD au 31.12.22	IRD au 31.12.22
				Capital 2022	Intérêt 2022	Annuité		
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	30/11/2028	372 535,12 €	51 303,76 €	47 597,39 €	12 950,97 €	60 548,36 €	324 937,73 €	38 352,79 €
PEPINIERE								
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	31/12/2030	629 359,11 €	38 352,79 €	65 412,28 €	9 981,08 €	75 393,36 €	563 946,83 €	28 371,71 €
BATIMENT RELAIS ET RESTAURANT								
CREDIT MUTUEL AGENCE DE STRASBOURG	31/12/2023	282 142,45 €	1 621,20 €	140 711,70 €	1 170,10 €	141 881,80 €	141 430,75 €	451,10 €
Aménagement Zone Seugnon - SEBL								
CREDIT MUTUEL	30/06/2037	1 198 078,65 €	136 776,47 €	69 711,49 €	16 408,19 €	86 119,68 €	1 128 367,16 €	120 368,28 €
QUARTIER OUDINOT								
Total		2 482 115,33 €	228 054,22 €	323 432,86 €	40 510,34 €	363 943,20 €	2 158 682,47 €	187 543,88 €

Budget Maison médicale								
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	CRD au 31.12.21	IRD au 31.12.21	Emprunts 2022			CRD au 31.12.22	IRD au 31.12.22
				Capital 2022	Intérêt 2022	Annuité		
CAISSE D EPARGNE LORRAINE CHAMPAGNE ARDENNE	25/01/2024	66 728,75 €	3 388,99 €	28 918,86 €	2 244,58 €	31 163,44 €	37 809,89 €	1 144,41 €
MAISON MEDICALE VAUCOULEURS								
Total		66 728,75 €	3 388,99 €	28 918,86 €	2 244,58 €	31 163,44 €	37 809,89 €	1 144,41 €

Budget Gendarmerie								
Organisme prêteur/Objet	Date d'échéance	CRD au 31.12.21	IRD au 31.12.21	Emprunts 2022			CRD au 31.12.22	IRD au 31.12.22
				Capital 2022	Intérêt 2022	Annuité		
CREDIT AGRICOLE	01/09/2027	358 989,96 €	48 007,45 €	56 278,78 €	14 503,34 €	70 782,12 €	302 711,18 €	33 504,11 €
GENDARMERIE VAUCOULEURS								
Total		358 989,96 €	48 007,45 €	56 278,78 €	14 503,34 €	70 782,12 €	302 711,18 €	33 504,11 €
Total GENERAL		11 489 842,39 €	1 248 694,27 €	1 051 986,99 €	186 170,82 €	1 238 157,81 €	10 437 855,40 €	1 067 992,85 €

Gestion de l'encours de la dette

Encours de la dette (ratio dette totale / habitant) - 23378 hab population DGF 2021)

Budget général :

	31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.20	31.12.21	31.12.22*
Encours de la Dette	3 216 021,34€	7 893 185,84€	7 437 564,09€	7 966 937,93€	7 426 549,97 €	6 885 855,25 €
Encours dette par habitants	134,72 €	330,66 €	311,57 €	337,02 €	314,16 €	291,29 €

Budgets consolidés :

	31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.20	31.12.21	31.12.22*
Encours de la Dette	7 006 929,70 €	12 091 566,50€	11 203 766,36 €	12 042 127,76€	11 489 842,39 €	9 985 720,40€
Encours dette par habitants	293,53 €	506,54 €	469,35 €	509,42 €	486,05 €	422,42 €

L'endettement de la collectivité est à rapprocher du volume d'équipement réalisé pour développer le territoire et renforcer son attractivité mais aussi des investissements productifs de recettes ou non. Ces investissements participent pleinement à la volonté de la collectivité de redynamiser le territoire et favoriser ainsi le développement économique et le service à la population.

	31.12.20	31.12.21	31.12.22*
Encours de la dette pour les investissements productifs de recettes (Gendarmerie, Maisons médicales, Pépinière, Restaurant et Bâtiment Relais)	2 122 361,56€	1427612,94	1 229 405,63 €
Encours dette par habitants	89,78 €	61,07 €	52,59 €

	31.12.20	31.12.21	31.12.22*
Encours de la dette concernant des équipements et services financés par la fiscalité (écoles et périscolaires, carrières, halte fluviale, Centre Aquatique, Chaufferie, Fibre)	7 467 197,86€	7 426 549,97 €	6 858 855,25 €
Encours dette par habitants	315,88 €	317,67 €	293,39 €

	31.12.20	31.12.21	31.12.22*
Encours de la dette concernant un service public industriel et commercial financé par une redevance (Déchets)	766 606,87€	1 155 458,38 €	1 052 796,61 €
Encours dette par habitants	32,43 €	49,43 €	45,03 €

	31.12.20	31.12.21	31.12.22*
Encours de la dette financée par des cessions foncières et immobilières (Quartier Oudinot et Zone du Seugnon)	1 688 961,47€	1 480 221,1€	1 296 797,91€
Encours dette par habitants	71,45 €	63,32 €	55,47 €

*Chiffres basés sur l'absence d'emprunts contractés en 2022

Capacité de désendettement

Ratio qui mesure la capacité d'une collectivité à s'acquitter des charges de sa dette.

Encours de la dette/épargne brute

Epargne brute (capacité d'autofinancement) :
Différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement, intérêts compris.

Taux d'épargne brute* : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement.

Part des recettes de fonctionnement :

- ⇒ qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir) ;
- ⇒ qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement.

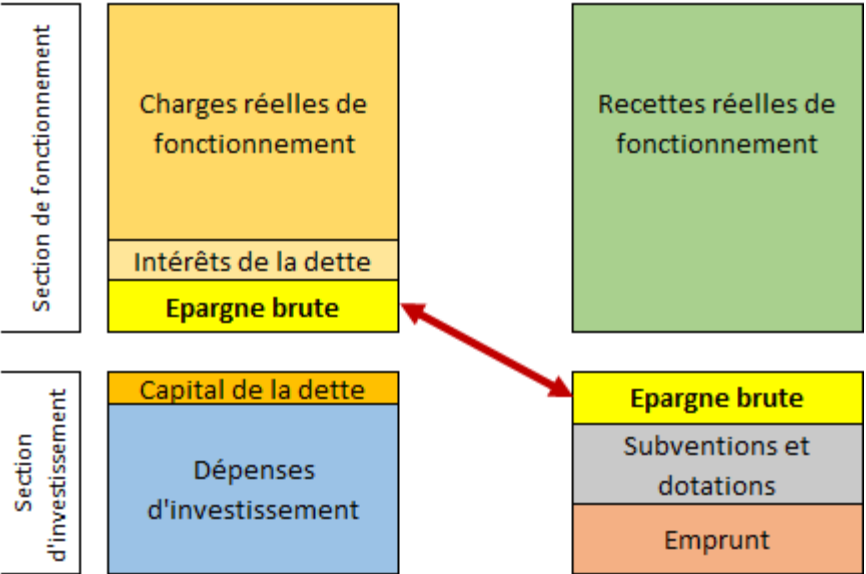
Capacité d'Autofinancement Nette = CAF brute - remboursement en capital de la dette.

**Ce ratio doit être apprécié en tendance par rapport à d'autres collectivités similaires et selon la nature des compétences exercées.*

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

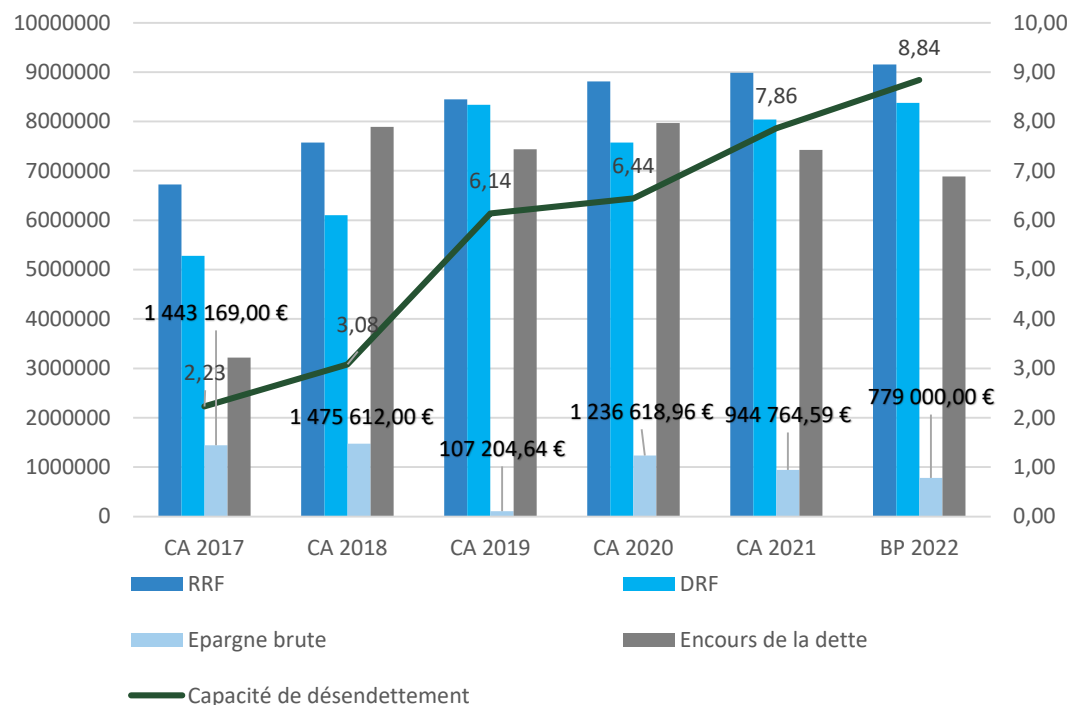
En combien d'exercices budgétaires une collectivité peut-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre l'intégralité de son épargne brute ?

L'équilibre sectionnel

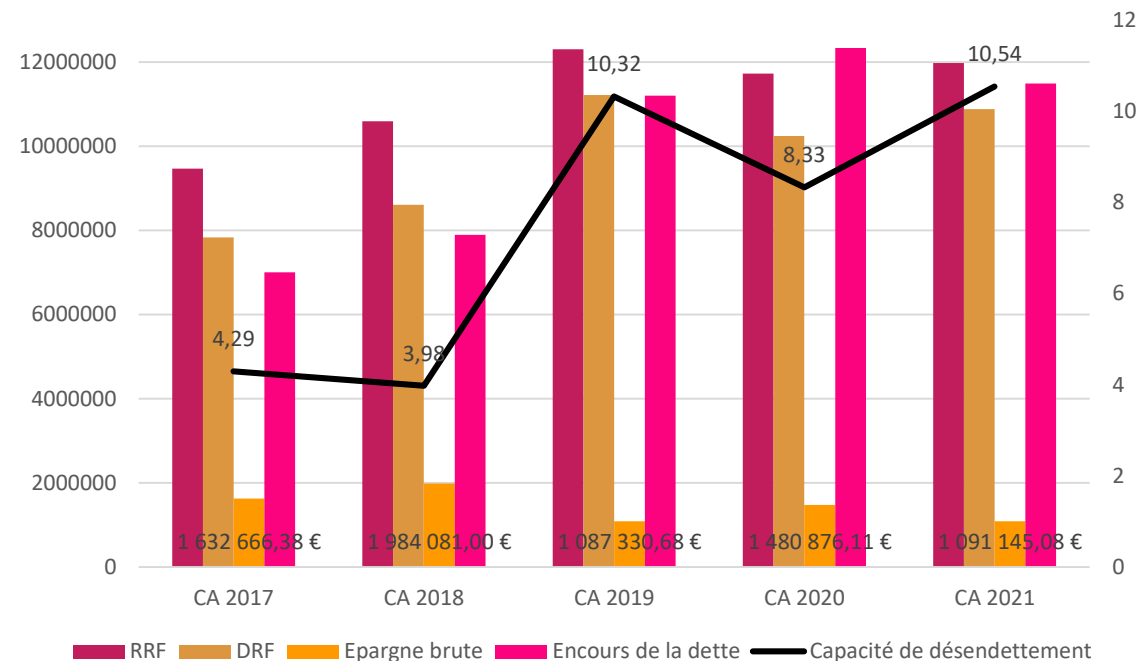


NB : Le calcul de l'autofinancement se fait sur la base des recettes réelles, il ne prend donc pas en compte des éventuels excédents des années antérieures qui auraient eu pour effet de « gonfler » une section ni les opérations d'ordre, mais uniquement des recettes qui ont été réellement perçues et des dépenses réellement effectuées.

Endettement Budget Général en euros



Endettement Budgets consolidés en euros



On considère généralement que le seuil critique de la capacité de remboursement se situe à 11-12 ans. La capacité de désendetttement du budget général a été dégradée par la conclusion des emprunts relatifs au Centre Aquatique, à la chaufferie et à la fibre. Même si elle est satisfaisante, la capacité de désendetttement est en progression. Une vigilance particulière devra être apportée les prochaines années.

Capacité d'autofinancement nette

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022
Epargne Brute	1 489 k€	1 829 k€	1 086 k€	1 403 k€	1 682 k€	1 500 k€
Remboursement du capital de l'emprunt	451 k€	690 k€	888 k€	950 k€	1 004 k€	1 052 k€
Epargne Nette	1 038 k€	1 139 k€	198 k€	453 k€	678 k€	448 k€

L'autofinancement a principalement été dégagé sur le budget général (hors virements aux budgets annexes).

Les déficits de fonctionnement 2021 des budgets Gendarmerie, Hébergements et Développement économique ont été compensés par des virements du budget général (équivalents à 2020).

L'épargne brute du Budget Déchets est négative. Une revalorisation des redevances pourrait être envisagée.

Les niveaux d'épargne constatés sont moyennement satisfaisants même si le ratio de désendettement est en deçà des seuils critiques et pruden tiels.

Ces résultats financiers ne permettront pas à la collectivité de continuer à investir dans les années à venir. La collectivité doit continuer à prioriser ses projets en fonction des subventions perçues.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement, notamment la masse salariale, reste indispensable pour présenter une épargne et contenir l'endettement de la CCCVV.

DONNÉES SYNTHÉTIQUES CONCERNANT LE PERSONNEL INTERCOMMUNAL

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

L'une des innovations de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de Transformation de la Fonction Publique consiste en l'obligation :

- pour toutes les collectivités territoriales de définir des lignes directrices de gestion.
- pour le Président du Centre de Gestion de définir des lignes directrices de gestion pour la promotion interne.

Les modalités de mise en œuvre de ce nouvel outil de gestion des ressources humaines sont définies par le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019.

Pour les collectivités et établissements publics, les lignes directrices de gestion visent à :

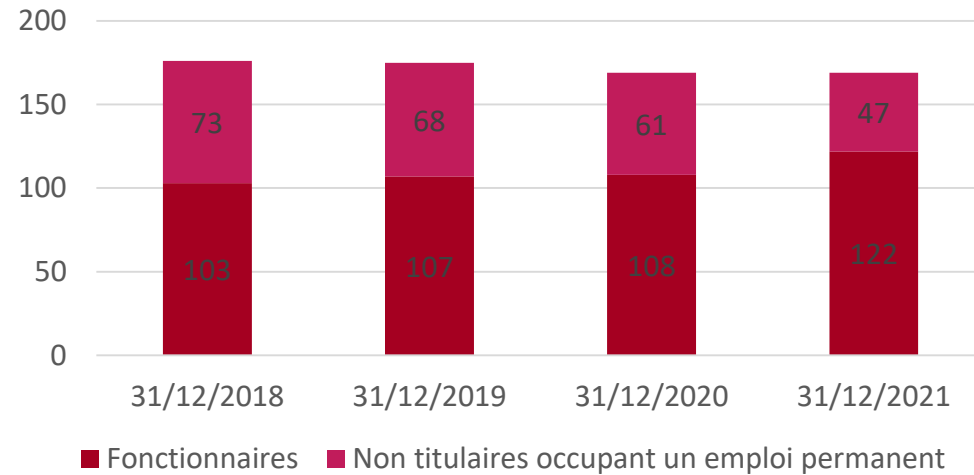
- **déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines en précisant les enjeux et les objectifs de la politique de RH à conduire au sein de la collectivité territoriale ou de l'établissement public (= emploi)**
- **fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels notamment en matière d'avancement de grade et de promotion interne.** Depuis le 1er janvier 2021, CAP n'examinent plus les décisions en matière d'avancement et de promotion.

Les lignes directrices de gestion s'adressent à l'ensemble des agents. Elles sont entrées en vigueur au 1er juillet 2021, après passage en comité technique.

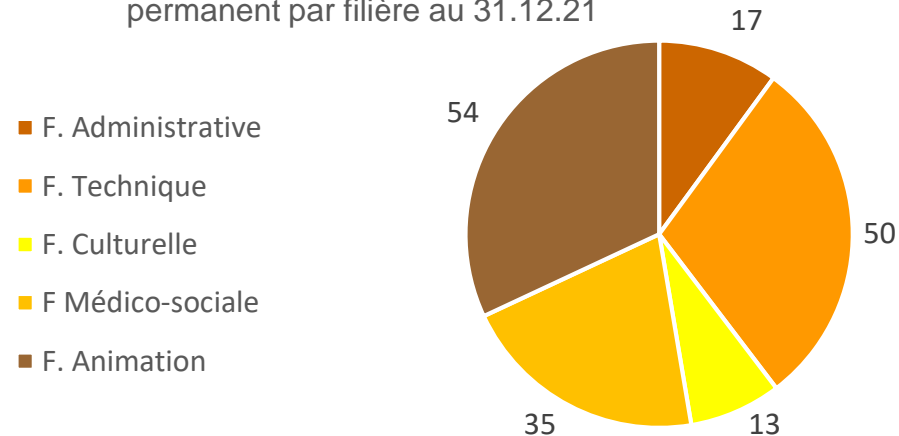
STRUCTURE DES EFFECTIFS

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

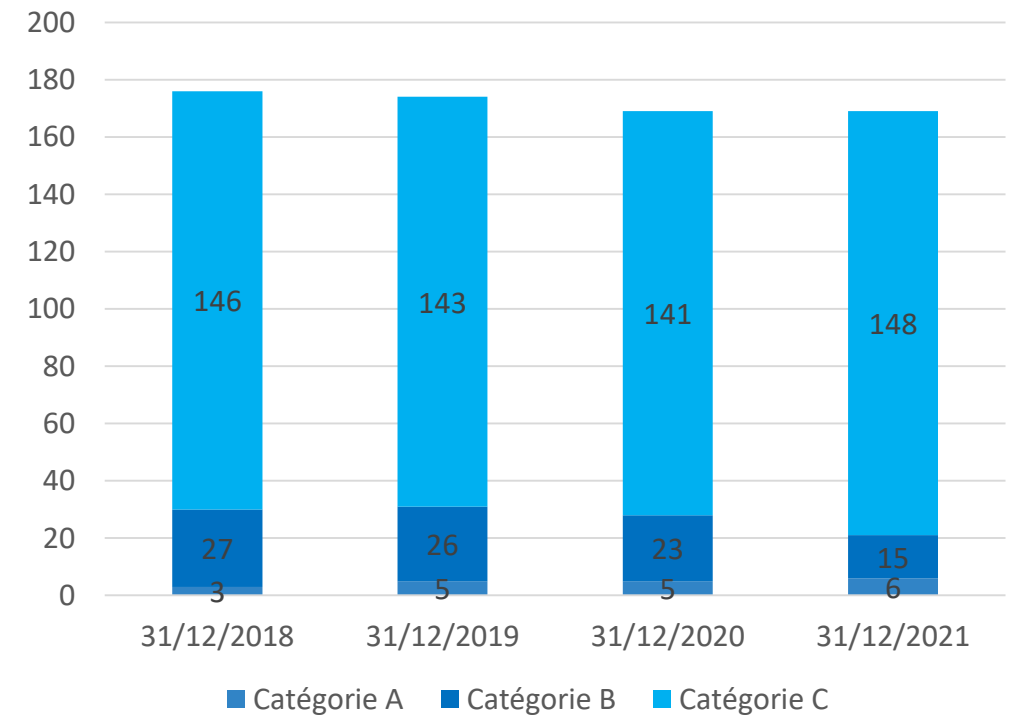
Effectifs titulaires et non titulaires occupant un emploi permanent



Effectif titulaires et non titulaires occupants un emploi permanent par filière au 31.12.21



Effectifs titulaires et non titulaires occupant un emploi permanent par catégorie



Dépenses de personnel

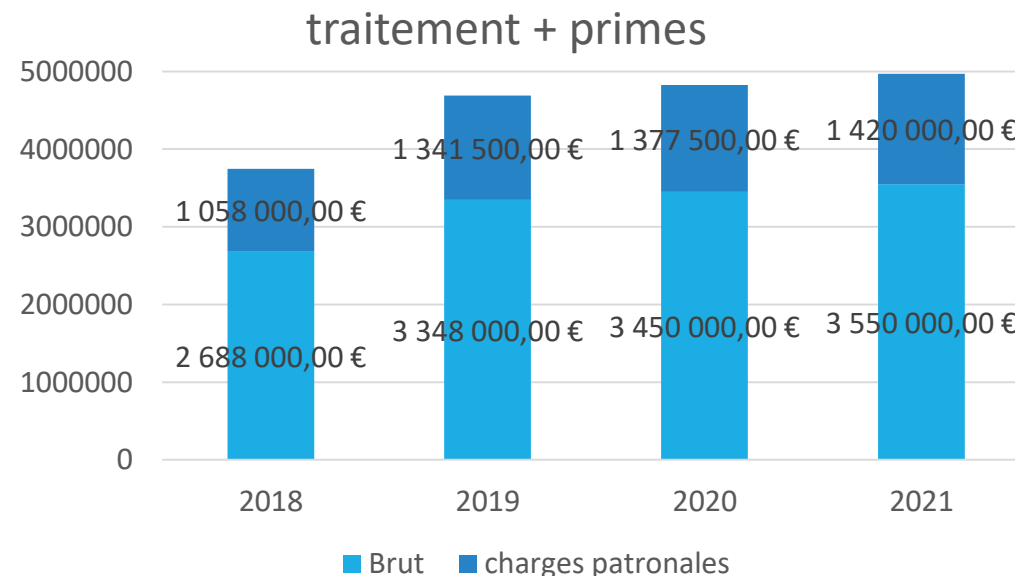
Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

En consolidé et tous budgets confondus, les charges de personnel et frais assimilés (chapitre 12) 2021 ont été de 4 984 620 € soit **45,6% des dépenses réelles de fonctionnement totales**.

Il y a une augmentation de 3% des dépenses de personnel entre 2019 et 2020 et 3% entre 2020 et 2021. Cette augmentation est due d'une part à la réorganisation du service ordure ménagère et d'autre part du fait du PPCR, du recrutement d'agents aux services techniques, remplacement d'agents) remboursement liés à des accidents de travail et de l'harmonisation du RIFSEEP.

Les atténuations de charge, c'est à dire les recettes récupérées sur les dépenses de personnel (indemnités journalières) ont été au total de **15 332,66€** (budget général). De plus, les mises à disposition de personnel de la CC vers d'autres collectivités ont représentés des récupérations de recettes de 37 214€.

Total rémunération brute 2021	4 968 000€
dont traitement indiciaire	2 687 000€
dont primes et indemnités	262 300€
dont NBI	10 600€
dont charges patronales	1 418 500€



Masse salariale (012) par budgets

	2018	2019	2020	2021
Budget Général	3,47 M €	4,3 M €	4,44 M €	4,56 M €
Budget Déchets	255k €	303 k €	340,7 k €	330 k €
Budget Développement Economique	10,5 k €	44 k €	10,4k €	11,5 k €
Budget Hébergements	86 k €	58,6 k €	48,4 k €	42,1 k €
Budget Spanc	21,8 k €	32,5 k €	27,3 k €	35,1 k €
Total	3,84 M €	4,73 M €	4,87 M €	4,98 M €

Les agents sont principalement affectés au budget général.

Le service enfance jeunesse éducation regroupe la majorité des agents de la collectivité.

Deuxième budget employant du personnel, le budget Déchets regroupe principalement des agents techniques affectés dans les déchèteries et dans la mise en œuvre de la régie relative aux rotations de bennes, collecte des ABRA et le papier cartons en régie à partir de 2022.

Durée effective du travail

Le temps de travail est de 35 heures par semaine soit 1607 heures effectives par an (151,67 heures par mois). Les agents ont la possibilité d'effectuer leur temps de travail hebdomadaire sur 4,5 jours, après accord de l'Autorité territoriale sous réserve de nécessité de service.

Moyenne du temps de travail 2019 :

La durée hebdomadaire moyenne au sein de la CC-CVV est de 0,76 ETP.

Avantages sociaux

Par délibération n°266-217 du 20 décembre 2017, a validé et approuvé un règlement d'intervention en matière de politique sociale.

Le règlement entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018, établit les modalités de fonctionnement de la politique sociale menée en interne par la collectivité. Il prévoit notamment :

- Remboursement de certaines prestations sur justificatifs
- TICKETS RESTAURANTS : Tous les agents bénéficient de 120 tickets restaurant par an d'une valeur de 4€. Le nombre est proratisé en fonction du nombre de jours travaillés et sous réserve de la réglementation en vigueur. La collectivité prend en charge 50% de la valeur du ticket soit 2€. L'agent prend en charge les 50% restant.
- PARTICIPATION PREVOYANCE : L'employeur participe à hauteur de 15€ / mois / agent à temps complet pour une offre labellisée. Proratisation en fonction de la durée hebdomadaire de travail.
- PARTICIPATION SANTE : L'employeur participe à hauteur de 20€ / mois / agent à temps complet pour une offre labellisée + 10€ / ayant droit (enfant). Proratisation en fonction de la durée hebdomadaire de travail.

Le règlement a été modifié fin 2021 pour augmenter le nombre de tickets de cinéma compte tenu des périodes de fermeture.

90 agents concernés en 2021.
 Les dépenses sont similaires à 2020
 (66 317,30€ en 2019 ; 58 647,88€ en 2020)

Billetterie et Loisirs	3 824,79€
Gratifications (garde d'enfants, retraite, naissance, mariage)	6 132,14€
Enfants (rentrées scolaires, ALSH, séjour)	4 378,18€
Vacances familiales	3 520€

Tickets restaurant	29 020,11€
Prévoyance	7 905,60€
Santé	10 717,47€
Total	65 498,29€

ORIENTATIONS POLITIQUES DE LA COLLECTIVITÉ EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES

Envoyé en préfecture le 06/04/2022
Reçu en préfecture le 06/04/2022
Affiché le
ID : 055-200066157-20220324-32_2022-DE

« Au cours de la mandature, l'objectif est de limiter la masse salariale à son niveau actuel voir de la réduire grâce à une plus grande efficience des services communautaires, et ce, à périmètre constant d'exercice des compétences par la CC CVV.

Cette perspective n'est envisageable qu'au regard de l'effet de « la courbe d'expérience » qui se traduit par l'amélioration progressive du fonctionnement des services quatre années après la fusion des trois CC et la réorganisation qui en a découlé.

La formation, l'adoption par les agents des mesures de simplification préconisées par la direction générale, l'utilisation de tout le potentiel des outils de gestion pour faciliter la réalisation des tâches récurrentes pourront contribuer à atteindre cet objectif de plus grande efficience.

En outre, une planification du travail des agents tenant compte de la saisonnalité des activités devrait également permettre d'aplanir les « surcharges » temporaires et éviter de calibrer les services de manière pérenne au regard de ces pics.

C'est pourquoi, entre 2021 et 2023, il n'est pas envisagé la création de postes supplémentaires pour la gestion des services, équipements et aménagements publics existants actuellement dans le ressort de compétences de la CC CVV.

Cependant, il sera prévu une évolution de l'organisation des services :

en cas d'accroissement d'activités fort et constant des services existants ;

en cas de transfert, prise de compétences ou extension de services sur une compétence actuelle

Ainsi, la création de la Ludo médiathèque en ligne, sa logistique et ses animations prévue aux statuts de la CC, nécessitera certainement le recrutement de profils adaptés à ces nouveaux métiers.

La création probable d'une crèche à Vaucouleurs nécessitera le recrutement de professionnels de la petite enfance.

A un horizon un peu plus lointain, la compétence eau et assainissement nécessitera la création d'un pôle technique dédié.

En cas de baisse d'activité constante, il pourra être envisagé une réorganisation entre services avec le personnel titulaire.

Les départs à la retraite ne seront pas remplacés automatiquement. Il sera privilégié la réorganisation en interne. »

Le cru 2022 de la loi de finances pour les collectivités peut sembler léger, tant en nombre d'articles significatifs que d'impacts sur leurs finances. C'est le dernier de l'actuelle loi de programmation des finances publiques 2018-2022, tout comme le dernier de l'actuel quinquennat qui se conclura en avril 2022. Il s'agit donc d'un document de fin de cycle, contenant des ajustements.

Dotation à destination des communes, des EPCI à fiscalité propre, des syndicats mixtes (ayant pour membres des communes, EPCI, départements et / ou régions)

Elle est destinée aux collectivités ayant eu sur leur budget principal une diminution d'épargne brute de plus de 6,5 % (par rapport à 2019) et une perte de recettes tarifaires (au titre de leurs services publics à caractère administratif) ou une perte de recettes de redevances versées par les délégataires de service public. Pour les collectivités éligibles, le montant de la dotation en 2022 est égal à la différence, si elle est positive, entre : - la perte de recettes tarifaires ou de redevances versées par les délégataires de service public, constatée entre 2019 et 2021 (pour la dotation 2021, la comparaison était entre 2019 et 2020), - et un montant égal à 2,5 % des recettes réelles de fonctionnement de leur budget principal constatées en 2019. Le montant de la dotation est plafonné : il ne peut pas être supérieur à la différence entre le montant de l'épargne brute de leur budget principal en 2019, diminué de 6,5 %, et le montant de l'épargne brute de leur budget principal en 2021.

Le reversement des contingents communaux d'aide sociale par les EPCI à leurs communes membres (Art. 194)

Les participations des communes au titre du contingent d'aide sociale du Département ont été supprimées en 2000, en contrepartie d'une diminution de la dotation forfaitaire des communes d'un montant égal au contingent versé en 1999.

Lorsque la participation au titre de 1999 était acquittée par l'EPCI au lieu et place d'une commune membre, celui-ci devait procéder, à compter de l'année 2000, à un reversement à son profit.

Jusqu'alors, ce reversement, qui constitue pour les EPCI une dépense obligatoire, évoluait chaque année comme la dotation forfaitaire des communes. La loi de finances fige ces versements au niveau des montants versés au titre de l'année 2021.

Précision sur la DSC (Art. 197)

L'article L.5211-28-4 relatif à la dotation de solidarité communautaire (DSC) est complété pour les EPCI ayant signé un contrat de ville. La loi de programmation pour la ville de 2014 prévoit qu'à défaut d'adoption d'un pacte financier et fiscal au plus tard un an après l'entrée en vigueur du contrat de ville, l'EPCI est tenu d'instituer une DSC au profit des communes concernées par les dispositifs prévus dans le contrat de ville. La loi de finances 2022 modifie le mode de calcul de cette DSC en majorant la cotisation foncière des entreprises du montant de la quote-part de TVA transférée en compensation de la perte de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Codification et précision sur les modalités de réduction des attributions de compensation en cas de baisse des bases de fiscalité professionnelle de l'EPCI (Art. 197)

L'article 1609 nonies C du code général des impôts dispose que l'EPCI peut réduire les attributions de compensation, sans accord des communes membres, dans le cas où il subit une diminution des bases imposables de fiscalité professionnelle découlant du départ d'entreprises du territoire de l'intercommunalité.

Cependant, la loi ne précisait pas les modalités de répartition de la diminution des attributions de compensation entre les communes. C'est chose faite. Le 1° du V du même article précise que l'EPCI peut décider d'appliquer cette réduction, soit à l'ensemble des communes membres, soit à la seule commune membre sur le territoire de laquelle la perte de bases professionnelles a été constatée. La réduction ne peut avoir pour effet de baisser l'attribution de compensation de la commune intéressée d'un montant supérieur au montant le plus élevé entre, d'une part, 5 % de ses recettes réelles de fonctionnement et, d'autre part, le montant qu'elle a perçu, le cas échéant, au titre de la dotation instituée en loi de finances pour 2021 pour les collectivités contributrices au FNGIR qui ont subi une forte baisse de CFE. Pour rappel, cette dotation est versée aux communes et EPCI à fiscalité propre lorsque la contribution au FNGIR représente plus de 2 % de leurs recettes réelles de fonctionnement et lorsqu'elles ont connu depuis 2012 une baisse de plus de 70 % de leurs bases de cotisation foncière des entreprises. Il est égal au tiers de leur contribution au FNGIR.

Par ailleurs, un EPCI bénéficiant de la dotation de compensation de l'Etat au titre d'une diminution des bases d'imposition de la contribution économique territoriale (point 3 de l'article 78 de la loi de finances pour 2010) ou du fonds de compensation des pertes de produits d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux peut décider de procéder à la réduction des attributions de compensation sur plusieurs années. Dans ce cas, cette diminution ne peut pas être supérieure, au titre d'une année, à la différence entre, d'une part, la réduction du produit global des impositions professionnelles et, d'autre part, le montant de la compensation versée au titre de ces mécanismes de compensation.

Enfin, la loi de finances 2022 codifie à l'article 1609 nonies C du CGI la disposition selon laquelle la réduction des attributions de compensation ne peut être supérieure à la perte de produit global de fiscalité économique.

Le reversement de la taxe d'aménagement perçue par les communes aux EPCI pour les équipements publics qu'ils réalisent (Art. 109)

L'article L.331-2 du code de l'urbanisme prévoit la réversion de tout ou partie de la taxe d'aménagement perçue par la commune à l'EPCI ou aux groupements de collectivités dont elle est membre compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités.

Auparavant, le reversement était une possibilité mais désormais, il devient une obligation. Les communes et les structures intercommunales devront néanmoins s'accorder sur le reversement de tout ou partie du produit de la taxe d'aménagement en fonction des compétences et prendre des délibérations concordantes.

Pour rappel, ce mécanisme de réversion obligatoire au profit des communes était déjà institué lorsque la taxe d'aménagement était perçue par l'intercommunalité.